Vol 13 # 45 • Du 13 au 19 mai 2020

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

Vòlè tè se youn nan rezon ki fè envestisè refize met pye Ayiti

Page 6

UN GRAND ÉVÉNEMENT



Voir page 4

Sur la piste d'atterrissage de l'aéroport, Jovenel Moise et son épouse, le Premier ministre Joseph Jouthe, le ministre de la Santé Marie Gréta Roy Clément et tant d'autres venus pour recevoir les équipements que le gouvernement avait commandés

Wilfrid "Ti Do" Lavaud Dead 3 Weeks After his Companion, So Àn

Page 9





« Aucune preuve contre moi », chante Sweet Micky dans un bar de Pétion-Ville

Page 7



Coronavirus : la nécessité d'une réponse internationaliste progressiste

Page 10

« FANTÔME 509 » FACE AU POUVOIR



Voir page 4

Le gouvernement Jovenel-Jouthe considère le groupe des policiers comme des terroristes et entend solliciter la collaboration des gouvernements étrangers pour les liquider



Les Pays-Bas participent à la guerre de l'Empire contre la Révolution Bolivarienne

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Une guerre est-elle en gestation ?

Par Berthony Dupont

La question est apparemment simple. Mais la réponse est à proprement parler plutôt difficile et révélatrice dans sa complexité. A travers cette pandémie qui ravage le monde, nous devons comprendre qu'il y a deux forces politiques antagoniques en guerre.

Ce n'est pas un nouveau débat. Simplement, en ces temps présents, il a pris de nouvelles perspectives. Il y a des choses qui sont à notre portée, il y en a d'autres qui ne seront jamais dévoilées, qui resteront comme des secrets d'Etat. N'empêche, elles tiennent de l'escroquerie.

La pandémie, les personnes infectées, les malades décédés sont autant de choses douloureuses pour nous autres, mais pour certains il s'agit de choses secondaires, elles n'existent même pas, voire qu'elles porteraient à sauver les malades. Si dans certains pays on laisse mourir des gens, c'est tout simplement pour frapper notre émotionnalité. Cela occupera nos esprits à un point où nous ne penserons à autre chose qu'à sauver notre peau. On a tellement peur de n'être pas parmi les victimes qu'on n'a même pas le temps de poser des questions. Et des questions, on en a pas mal! Mais les vraies réponses resteront cachées, secrètes, pour des « raisons d'Etat ».

Ce n'est pas sans raison que malgré le mal qui continue à se propager, certains dirigeants s'agitent et nombreux sont ceux-là qui en sont déjà au déconfinement. Ils recommandent que les travailleurs retournent à leur train-train quotidien, que nous nous préoccupions de nos salaires de misère, de nos enfants qui doivent aller à l'école, des masques à porter sans savoir pour combien de temps. Nos préoccupations tournent autour de la hantise de ne pas nous laisser infecter car il y a menace de mort. Pendant ce temps, les classes dominantes du capitalisme international concoctent comment engranger plus de milliards, comment changer le monde, surtout et toujours à leur avantage.

Alors que nous pleurons chaque jour le nombre de morts qui ne cesse d'augmenter, le capitalisme, lui, veille sur ses intérêts menacés, s'arrange pour les sauvegarder et même pour les faire fructifier davantage. L'administration de Donald Trump ne pense qu'aux prochaines élections, comment les gagner et comment en finir avec la révolution Bolivarienne au Venezuela pour mettre la main sur ses richesses et ressources pétrolières.

Des positionnements avant-coureurs doivent attirer notre attention. Pourquoi la Chine, Cuba, le Venezuela, à la rigueur même la Russie, restent toujours et en ce moment même des cibles à abattre ? La pandémie de Covid-19 ne devrait-elle pas être justement l'ennemi commun ? La grande contradiction qui saute aux yeux c'est que des pays en profitent alors que d'autres ont à cœur d'empêcher qu'un être humain de trop ne perde la vie. Un seul exemple : Cuba qui a offert abondamment au monde son savoir-faire médical !

Dans le cas d'Haïti, qu'est-ce qui motive les Etats-Unis, chef de file du capitalisme, à choisir ce moment précis pour nous submerger avec un flot de déportations de criminels de toutes sortes ? Et par-dessus le marché, le pays n'a même pas les moyens adéquats pour tester sa population dont le taux de personnes infectées s'aggrave graduellement. N'est-ce pas une agression que de nous envoyer ces malfrats?

Avec de tels amis, à quoi bon avoir encore besoin des ennemis ? Mais leurs valets au pouvoir n'ont rien à en dire, car leurs intérêts sont obligatoirement ceux de leurs patrons.

Qu'on le veuille on non, après la pandémie, la vie ne sera plus la même. Que cela nous plaise ou non. Il y aura des pratiques qui ne retourneront point. Comme il y en aura de nouvelles avec lesquelles nous devrons coûte que coûte nous accommoder. Car la mission que les forces obscures s'étaient imparties, elles vont la mener jusqu'au bout et elles sont sur la bonne voie.

Ce que nous vivons maintenant n'est que la partie émergée de l'iceberg, car les réactionnaires ne manqueront pas de passer à l'offensive de la guerre pour récupérer la proie désirée. Faut-il suivre la thèse de ceux qui ont cru voir dans cette crise sanitaire une provocation délibérée de la part d'un certain pays socialiste internationaliste ? Non !

Face à cette guerre qu'on n'annonce pas, mais qu'on prépare, la responsabilité des peuples en lutte ne devrait pas être moindre, car nous faisons partie intégrante de l'équation. Les travailleurs de par le monde auront un rôle à jouer : soit collaborer avec l'ennemi, soit le combattre. Comment penser mettre fin à l'exploitation des masses défavorisées si on n'utilise pas les moyens appropriés pour aboutir à la victoire ?

Voilà pourquoi la classe ouvrière internationale doit s'unir pour affronter cette perspective de lutte de classe inévitable qui s'avance à grands pas. C'est une position de principe, de vie ou de mort même, que les travailleurs s'organisent pour se défendre.

Un grand événement

Par Marie Laurette Numa

Jeudi 7 mai 2020. L'aéroport international Toussaint Louverture a été envahi de monde notamment de hautes personnalités du gouvernement haïtien. Etaient présents le président Jovenel Moise et son épouse, le Premier ministre Joseph Jouthe, le ministre de la Santé et de la Population Marie Gréta Roy Clément et tant d'autres sur la piste d'atterrissage de l'aéroport. Ils étaient venus comme pour célébrer ou commémorer un fait historique sinon accueillir une haute figure politique. Seuls manquaient : des fleurs, la fanfare du Palais National et les corps d'honneur pour marquer et animer ce grand moment par une parade policière.

Conférence de presse de Jovenel Moise à l'aéroport international Toussaint Louverture. Il est accompagné de sa femme, du ministre de la santé et du Premier ministre Jouthe Joseph



De gauche à droite : le directeur du ministère de la Santé et de la Population Lauré Adrien et le ministre, Marie Gréta Roy Clément

Ils étaient tous venus, tenez-vous ferme, pour recevoir les équipements que le gouvernement avait commandés au mois de mars dernier en Chine pour la bagatelle somme de 18.6 millions de dollars américains. Quelle journée de triomphe pour le pouvoir ! Imaginez, sa première cargaison d'équipements médicaux arrivée, quel fantastique exploit !

Conférence de presse du président Jovenel Moïse pour saluer ce grand évènement et pour couronner le tout, ils n'ont pas manqué de souligner que c'est une première cargaison d'équipements médicaux ; il y en aura d'autres, la seconde et la troisième cargaison devraient être arrivées dans les prochains jours.

Ce ne sont pas les employés de la douane avec manifeste en main qui travaillaient ce jour-là ; mais bien les membres du gouvernement. Toute cette duperie, cette audacité pour cacher le climat dévastateur qui déjà submerge le pays tellement la marmite est pleine.

Tout cela pour laisser croire que le régime du PHTK qui a pillé et gaspillé les ressources du pays est vraiment entré en action contre la pandémie.

Selon Marie Gréta Roy Clément, ces matériels serviront à équiper les sites de traitement des personnes atteintes du coronavirus à travers le pays. Mais, quels sont ces sites, où se trouvent-ils ? Personne ne sait.

Le lundi 11 mai, la deuxième cargaison de matériels médicaux est arrivée. Le spectacle a été moindre puisque cette cargaison a été cette fois-ci reçue par le ministre de la Santé et de la Population, Marie Gréta Roy Clément et le directeur de ce ministère Lauré Adrien qui est actuellement le Coordonnateur de la Cellule scientifique chargé de la riposte stratégique face à la COVID19.

«Ces équipements et matériels vont être distribués à travers les directions départementales de santé en vue de lutter contre la propagation de la Covid-19 en Haïti», a laissé entendre le Dr Lauré Adrien.

Toutes ses acrobaties du régime sont pour essayer de se racheter au vu du grand nombre de mensonges, de tribulations infligées au peuple haïtien qui en retour ne lui manifeste pas une miette de confiance et de respect. A preuve que, dans certains quartiers qui ont le privilège de recevoir certains masques, les masses populaires refusent de les porter par crainte d'être infectés par leur ennemi de toujours, les hommes au pouvoir.

Par ailleurs, il faut souligner que le 12



La deuxième cargaison de matériels

mars 2020, le ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) avait demandé à la population de ne pas s'affoler par rapport aux allégations selon lesquelles il y aurait des cas suspects de Coronavirus en Haïti.

Deux mois après, 12 mai 2020, comme rien n'a été fait c'est maintenant que le gouvernement essaie de faire des simulacres de mobilisation et d'achats de matériels particulièrement de lits qui vont sans doute être dirigés vers des centres médicaux privés.

Le nombre total de personnes infectées en Haïti passe à 200 et le nombre de décès passe déjà à 16.

« Fantôme 509 » face au pouvoir?

Par Isabelle L. Papillon

Le lundi 11 mai 2020 dans un point de presse au local du Ministère de la justice et de la sécurité du pays, le ministre de cette institution Me Lucmane Délile, membre du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN) a émis sans doute la position du gouvernement à l'égard d'un groupe d'individus encagoulés portant pour la plupart des uniformes de police.



Le ministre de l'injustice Lucmane Délile indique clairement que le gouvernement entend prendre ses distances avec cette organisation dénommée « Fantôme 509 »

Le ministre indique clairement que le gouvernement entend prendre ses distances avec cette organisation dénommée « Fantôme 509 » qui a décidé d'attaquer le fondement de l'Etat haïtien. Le ministre a dénoncé tous les actes de banditisme et de vandalisme de ce groupe, tels que les actes du 27 avril dernier attaquant le bâtiment de l'Office National d'Assurance Vieillesse, le Ministère des Affaires Étrangères et celui du Ministère de l'Économie où plusieurs véhicules de l'État ont été incendiés.

Délile « désapprouve ces actions» en soulignant que « l'État de droit pour lequel nous travaillons tous ne saurait, en aucun cas, tolérer de pareils agissements ».

Le ministre de la justice affirme également avoir « instruit la Police National d'Haïti et le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince de mettre la main au collet des auteurs de ces actes […] »

Les membres de Fantôme ont déjà pris rendez-vous pour une autre manifestation dans la capitale dans les prochains jours. Voilà pourquoi le ministre de la justice menace de confier ce dossier des policiers du groupe Fantôme à des pays étrangers luttant contre le terrorisme : « Nous n'allons pas nous laisser faire une nouvelle fois »,. Selon lui, aux yeux du gouvernement, les actions du groupe ''Fantôme 509'' sont assimilables au terrorisme.

Le ministre a qualifié le groupe de terroriste et demande au tout nouveau syndicat de la Police SPNH-17 de se démarquer de ces brigands.



Des membres de Fantôme 509 ont déjà pris rendez-vous pour une autre manifestation dans la capitale dans les prochains jours.

Ce que Délile n'a pas dit, c'est que les revendications du groupe Fantôme sont identiques à celles du syndicat des policiers et elles sont justes et légitimes. Sauf que les moyens d'actions des premiers ne sont guère pacifiques ; on ne peut pas leur mentir et les faire attendre à perpétuité. C'est ce qui fait la différence, et c'est dans cette perspective que le gouvernement Jovenel-Jouthe les considère comme des terroristes et entend solliciter la collaboration des gouvernements étrangers pour les liquider.

Des syndicalistes sont montés au créneau contre le pouvoir. Josué Merilien pour sa part a riposté en faisant savoir que ce régime ne fait que distribuer des armes aux bandits et alimentent des foyers de gangs dans le pays. Le ministre de l'injustice Lucmane Délile comme faisant partie d'un pouvoir de mercenaires n'a aucune légitimité pour accuser les policiers de Fantôme 509 de terroriste.

AVIS JUDICIAIRE

Le Tribunal de Paix de la Croix-des-Bouquets Compétemment réuni en son Hôtel de Justice a rendu en audience publique et ordinaire le Jugement suivant: Entre: Le Révérend Père Robert Michel, Propriétaire demeurant et domicilié à la Croix-des-Bouquets, Latramblay 12, identifié au numéro: 001-278-693-9, ayant pour Mandataire Me Edouard Lacroix, Propriétaire demeurant et domicilié à Croix-des Bouquets, identifié au numéro: 003-203-445-8, ayant pour Avocats: Mes Achille P. Joseph, Patrick Lolo, du Barreau de Port-au-Prince, identifiés, patentés et imposés aux numéros : 003-041-595-3, 4166943, 4166028; 003-589-304-4, 101070707039967, 1070703975, avec élection de domicile tant en leur cabinet sis au numéro: 267, Rue de l'Enterrement, Port-au-Prince, qu'au Greffe du Tribunal de Première Instance de la Croix-des-Bouquets, demandeur d'une part, et le Sieur Gilerme Louis, Propriétaire demeurant et domicilié à la Croix-des-Bouquets, Santo 21C, Section des Varreux, défendeur d'autre part. Par ces Motifs : Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi, accueille l'action du Requérant pour être juste et fondée, et se déclare compétent pour connaître cette affaire, conformément à l'article 40 du CPC, joint à l'article 84 du Décret du 22 Août 1995 : maintient le défaut requis et octroyé à l'audience précitée. Dit que le sieur Robert Michel a été chassé violemment par le nommé Gilerme Louis, en conséquence, ordonne l'expulsion du Cité des lieux, et de la réintégration du sieur Robert Michel dans sa possession, tout en rétablissant le statuquo ante, Ordonne de plus la contrainte par corps en cas de refus d'obtempérer à la présente décision, la fixe à trois (3) mois d'emprisonnement, condamne le Cité à Quinze Mille Gourdes (15.000.00 Gdes) de Dommages Intérêts; Commet l'Huissier Lionel Augustin pour la signification du présent Jugement... Donné de nous Me Gaspard Ulysse, Juge de Paix en audience du dix-huit Juin deux mille dix-neuf, avec l'assistance du Greffier Alfred Dorelien. Il est Ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Publics près des Tribunaux d'y tenir la main, à tous commandants et autres Officiers de la Force Publique d'y prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis. Ainsi Signé la Minute. Me Gaspard Ulysse, Juge de l'audience et Me Alfred Dorelien Greffier du Siège.

Port-au-Prince, le 30 Avril 2020. Me Achille P. Joseph Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public se déclare compétent pour connaitre l'espèce; accueille favorablement l'action du requérant pour être juste et fondée.

En conséquence, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience conformement à l'article 287 du code de la procédure civile annoté par Luc D. Hector, reconnait le requétant Lefèvre dit Leconte Viony comme propriétaire incommutable de la dite propriété ci-dessus décrite.

En conséquence, ordonne le déguerpissement des sieurs Siméon Hilaire et Jean Robert et toutes autres personnes qui se trouvent sur les lieux pour jouissance indue de la propriété du requérant située à l'impasse Ulysse, direction Est, Lamentain 54, Habitation Truittier, Carrefour et la démolition de toutes les constructions généralement quelconque qui s'y trouvent; accorde l'exécution provisoire sans caution dudit jugement, vu qu'il y a titre authentique au regard des dispositions de l'article 276 du CPC annoté par Luc D. Hector, réserve aussi le droit au requérant d'instancier ultérieurement toute action en réparation des dommages intérêts contre les défaillants; condamne les défaillants aux frais et dépens de la procédure; commet l'huissier Wilgo Ménard de ce siège du TPI de Port-au-Prince pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Jean Robert Noëlcius, juge au tribunal de Première Instance à l'audience civile ordinaire et publique du jeudi dix-neuf neuf (19) décembre deux mille dix neuf (2019), an 216e de l'indépendance, en présence du substitut Commissaire du Gouvernement, Me Edwige Dorsainvil, avec l'assistance du sieur Frantz Rousseau, Greffier du siège.

Il est ordonné ....etc En foi de quoi..........etc

Ainsi signé Jean Roger Noëlcius, juge et Frantz Rousseau, Greffier dudit tribunal.

POUR EXPEDITION CONFORME COLLATIONNE

Frantz Rousseau

Greffier.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Jean Castin Jean; en la forme maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi quatorze février deux mille vingt contre la dame née Enide Noël; admet en conséquence le divorce dudit sieur Jean Castin Jean contre son épouse née Enide Noël pour incompatibilité de caractère et pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, aux torts exclusifs de l'épouse ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Delmas, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ; Compense les dépens vu la qualité des parties.

Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la Signification du présent jugement.

Rendu de nous, Annie FIGNOLE, juge au tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince en la chambre du conseil en audience publique et ordinaire du vendredi quatorze février deux mille vingt en présence du substitut commissaire du gouvernement Me Enide LEGERME, faisant Office du Ministère public et avec l'assistance de Me Serge DUVERT, greffier du siège. Il est ordonné......etc...... En foi de quoi.....etc...

Me Raphaël Fritzner. Av./Psy.

Edmonde Supplice Beauzile, un « acier déjà passé au feu »

Par Fanfan la Tulipe

Dans ma rubrique de la semaine dernière, je traitais des multiples urgences auxquelles tous les citoyens responsables font face, au hasard des réalités ambiantes, quel que soit leur niveau d'activité sociale, humaine. Justement, urgence de responsabilité obligeant, Jovenel Moïse le Guide suprême, le Responsable suprême, a mis sur pied un Comité scientifique d'aide à mieux gérer la pandémie coronate : un agglomérat composé de 14 professionnels dont, malheureusement, seulement deux femmes. Vive le masculinisme ! À bas le féminisme !

Le commun des mortels assume que ledit Comité est composé de professionnels compétents, responsables, honnêtes, imbus des principes et pratiques qui gouvernent toute démarche scientifique susceptible de conduire à des résultats concrets, satisfaisants. N'ayant donc pas l'information et les compétences nécessaires, le grand public s'en remet en toute bonne foi à qui de droit, je veux dire aux *save* scientifiques, d'autant que les membres du *Comité* sont des *gens connus* qui en principe inspirent confiance.

Toutefois, quand un professionnel, Erno Renoncourt, spécialiste des systèmes d'information d'aide à la décision, intervient publiquement à propos des prévisions et des recommandations stratégiques formulées par le *Comité scientifique* haïtien qui les a déduites des simulations réalisées par des expertises confirmées à Oxford et Cornell University ; quand il émet « de sérieux doutes » quant à la pertinence analytique des simulations effectuées « en dehors d'un support analytique probant incluant des données expérimentales et contextuelles fiables » et que dès lors la validité de tout modèle et de toute simulation doit être mise en cause, il y a lieu d'y penser sérieusement.

Tout citoyen doté d'un minimum de formation scientifique, tout professionnel responsable qui s'y connaît en matière scientifique devrait être interpellé par cette mise en garde de Renoncourt émise dans une perspective critique, désintéressée. Il devrait pouvoir, éventuellement, honnêtement, de façon démocratique, verser au dossier d'un débat qui concerne tout Haïtien conscient, inquiet, avec raison, des décisions publiques qui auront assurément un impact certain sur la vie de toute la population. Il est difficile à un esprit sain de croire qu'on puisse ne pas se prêter de façon calme, démocratique à un partage d'opinions ; encore moins voir de la malice, au sens le plus haïtien du terme, dans une telle démarche intellectuelle.

Mais voilà, il y a des exceptions à cette approche démocratique, honorable. Nous n'en sommes pas surpris. Terence nous avait bien avertis : *quot homines, tot sententiae*, autant d'hommes, autant d'opinions ; autant de femmes, autant d'opinions, faut-il ajouter, puisque depuis bien longtemps, très longtemps, elles ont voix au chapitre. Mais, attention ! Qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, il faut toujours se demander : sont-ce des opinions qui font avancer l'humanité, dans le sens de la dignité humaine, dans le sens d'un autre monde, possible, meilleur, qui ne soit plus à l'image d'un capitalisme sauvage, brutal, meurtrier, adepte de la marchandisation de l'être humain ?

Revenons à l'esprit critique, désintéressé à la base de la démarche de Renoncourt. Cette approche intellectuellement honnête de la modélisation épidémiologique en tant qu'outil d'analyse et d'aide à la décision a, par on ne sait quel hasard ou quelle intention inavouée, attiré l'attention



Edmonde Supplice Beauzile, femme de trois législatures, éducatrice, détentrice d'une maîtrise en éducation. Conceptrice, fondatrice, inauguratrice d'une bibliothèque à Mirebalais, bibliothèque qu'elle a baptisée Bibliothèque Rosalie Bosquet-Mme Max Adolphe. Sans commentaires

d'une spécialiste en éducation, détentrice d'une maîtrise de l'université de Montréal, *chevaucheuse* de trois législations passées, présidente du parti Fusion, candidate évincée aux élections *tèt bòbèch* de 2016, en l'occurrence l'ex-sénatrice Edmonde Supplice Beauzile.

Dans un milieu où généralement le masculin ne considère pas le féminin pour *pip tabak*, dans le milieu politique haïtien machiste, handicapé par une mentalité arriérée de *grandon,* rétrograde de *gwo ponyèt*, il faut à une femme beaucoup de détermination, beaucoup de discipline, beaucoup d'esprit de réussite, une nature fonceuse, une rare habileté à se faufiler victorieusement parmi des *phallocentreux,* souvent morveux, pour non seulement accéder à la présidence d'un parti politique mais encore le doter de son propre local. Bravo, madame !

Oui, madame Beauzile a attrapé au vol la balle épidémiologique *modélisante* et l'a « roulée » sur le terrain de ses solides connaissances académiques et pratiques en matière d'éducation. Avec tapage on allait applaudir son *attrapage*, écouter avec attention ce que l'ex-sénatrice avait dans son sac de professionnel de l'éducation. On s'est assis sur sa petite chaise en paille pour partager avec elle le fruit de ses *cogitatives* pensées sur un sujet d'importance pour la population.

On s'attendait à une approche mesurée, intelligente, équilibrée, à une certaine *modélisance* de ses propos. On s'attendait à lire un texte digne de cette dame au parcours éducatif fort intéressant, elle qui avait été responsable de programme dans l'Artibonite pour une organisation française, sans doute une de ces ONG qui dictent leurs priorités au pays ; elle qui s'était mise au service de l'UNICEF pendant trois ans avant de signer un contrat avec l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), même lorsqu'on sait que « *òganizasyon mondyal yo pa pou nou yo ye ; sa la pou ede vòlè yo piye devore* ». Merci, Manno Charlemagne.

Un tel parcours chez une professionnelle de l'éducation apparemment de talent, détentrice d'une maîtrise de l'université de Montréal devrait déboucher sur un jaillissement intellectuel heureux pour un débat fécond, vif, chaleureux, informateur, contradictoire si nécessaire, qui enthousiasme le grand public et crée une ambiance de stimulation d'idées généreuses, pour que la connaissance se partage entre «le plus grand nombre» et ne reste pas l'apanage d'un petit nombre qui s'est laissé donner le titre de «plus capables».

Hélas non ! Quelle déception ! Quelle misère ! Quelle douleur ! La participation de cette intellectuelle de haut calibre s'est recroquevillée, ratatinée à l'intérieur de deux seuls, minuscules paragraphes d'environ vingt-cinq mots chacun. Comme ça a fait mal ! À l'extrême rigueur on pourrait se dire : bon, le cœur n'y était vraiment pas ; peut-être qu'elle n'a pas eu le temps d'écrire un texte tout simplement vigoureux, *bizi* comme elle est ; on se serait même contenté de ces deux phrases : « *Salut et merci Erno de votre contribution. Je souscris à votre démarche. L'esprit critique, désintéressé, en plus, devrait interpeller tout un chacun*. »

Mais le ver était dans le fruit pourri du deuxième paragraphe : *« J'ai dit " désintéressé " mais je sais que* ***l'altruisme*** *en cette période de pandémie est un* ***sentiment instinctif*** *que le commun des mortels développe, je présume, sans effort.* » Un coup sous la ceinture, ni plus ni moins. Est-ce ainsi que madame s'est faufilée à travers les méandres de deux ou trois partis politiques jusqu'à devenir la reine souveraine du parti Fusion ? Que vient faire l'altruisme dans le débat, alors que la Beauzile sait bien ce que signifie le mot altruisme (sauf si je me trompe) ?

Là où le bât blesse, c'est lorsque madame Beauzile se laisse aller à dire que la tentative de Renoncourt d'établir une dynamique de dialogue, de partage, de clarification scientifique équivaut à un « sentiment instinctif » que peut développer n'importe quel quidam, « sans effort » à part cela. Dans un retour ultérieur à Renoncourt, elle écrit : *« Je n'avais nullement l'intention de vous blesser, croyez-moi »*. On n'a pas besoin d'être un fin psychologue pour se rendre compte qu'il y a là un aveu de culpabilité. Oui, madame, vous aviez l'intention de blesser. Peut-être que vous avez l'habitude des « sentiments instinctifs ».

N'avez-vous pas, en effet travaillé, selon le Miami Herald, comme consultante pour différentes organisations internationales ? Et n'avez-vous pas non plus voté en faveur de l'escroc international Laurent Lamothe pour faire de lui un Premier ministre ?

Oui, madame a eu un *koutsòl* politique pour «le beau» Lamothe malgré que lors de son discours d'investiture, en septembre 2011, comme présidente de Fusion, elle se fût engagée à œuvrer en faveur des masses appauvries (sic), à combattre l'impunité (resic), lutter en faveur de la justice sociale et pour un développement durable. Du blablabla politicien. Elle avait lancé un vibrant appel à tous les militants à travailler sans relâche afin de porter le parti au pouvoir en 2016, pour faire mieux que Préval, Martelly, Jovenel avec d'autres commissions *bidonnes*.

C'est triste de voir comment une intellectuelle, une professionnelle calibrée de l'éducation comme madame Beauzile a pu se laisser aller à un comportement aussi déshonorable. Et puis, pour qui se prend elle, la petite sotte ? Lisez : « *l'erreur commise par moi dans ce cas d'espèce qui donne lieu à ces échanges [avec Renoncourt], est que je croyais par mes propos, pouvoir être utile (sic) pour booster votre publication (resic)* **»**. Serait-ce quelque chose comme l'« immortel » Laferrière, grand écrivain, qui tendrait la main à un tout jeune auteur *ròròt* pour le « booster » (sic) ? Non, on n'en revient pas de l'humilité de madame.

Même, madame est tombée bien plus bas. Lisez-moi ça : « … je me permets de ne pas prendre en compte **vos vociférations (sic)** mal documentées (resic). Au cas où le lecteur ne saurait pas vraiment de quoi il revient de ces *vociférative*s accusations, permettez que je lui en donne un *aperçu* : "Donc le concept « esprit critique désintéressé » exige à tous les niveaux une pensée ouverte au débat contradictoire, dépouillée de motivation personnelle et prompte à élever la conscience pour l'amener à acquérir cette disponibilité humaine qui commande tous les sacrifices dans l'intérêt du collectif." Madame appelle ça "vocifération". Triste. Chagrinant. Désespérant. J'adore la très grande humilité de madame qui se définit ainsi : « Suis un acier déjà passé au feu » (sic). Si c'est au feu de ces législatures qui n'ont rien foutu, on comprend qu'elle n'ait pas fondu. Mais, au feu des organisations internationales elle devient « instinctivement » liquide parce que, entre nous, madame, on ne construit pas un beau local pour son parti avec les *biscuits de l'État*. Seuls, ceux et celles qui « *ont les bonnes accointances économiques, académiques, diplomatiques et politiques* » peuvent le faire, sans doute par « altruisme ».

Madame sait trop bien qu'en matière d'outils stratégiques dans l'intérêt du pays c'est Washington qui décide à travers son ambassade, le Core Group et autres minables supplétifs. Jamais ils ne décident de ce qui est au bénéfice des masses**.** Devant ces instances internationales, les politiciens, les *altruistes* fondent vite. En fait madame n'aurait jamais dû se vanter de son *aciéreté*, car l'acier est un alliage. Ça s'allie avec n'importe quoi, n'importe qui (avec Laurent Lamothe, par exemple).

Vous devriez savoir, madame, la différence entre l'acier et un métal. Le premier est corrosif et peut rouiller, le second ne l'est pas et il est hautement résistant au ternissement. Contrairement aux politiciens qui, eux, passent d'un parti à l'autre, d'un alliage à l'autre. Au fil du temps, ils vieillissent, *rouillissent*, se ternissent, se rapetissent, se flétrissent. Le métal est un élément naturel et qui coûte cher, tandis que l'acier est artificiel et coûte bien moins cher.

Tu vaux le prix de ton alliage, c'est-à-dire que telle institution internationale peut t'acheter à vil prix si ton alliage ne l'intéresse pas. Mieux vaut, par exemple, être un alliage PHTK qu'un alliage RDNP ou *Pitit Desalin*. Tu te laisses acheter, « je présume, sans effort ». Admettez que je suis "gentil" (vous comprenez). D'ailleurs, je « n'ai nullement l'intention de vous blesser, croyez-moi », une affirmation qui doit vous sembler familière, n'est-ce pas ?

Je termine cette rubrique avec deux informations intéressantes relatives à madame, bien sûr. Toute jeune, elle fonde l'Association culturelle des jeunes de Belladère (ACJB). Ce qui est bien.

Au cours de la même période, selon le site web, avec un certain père Freud Jean, elle s'en allait aussi mobiliser les paysans dans les sections rurales (ah !) pour qu'ils se révoltent contre le régime de Duvalier (euh ! je frémis). Quand le père Freud Jean est arrêté et bastonné, les militaires débarquent chez elle pour lui faire la peau (oh ! j'ai la chair de poule).

Devant l'insistance d'un milicien pour passer cette jeune rebelle *à l'infinitif*, toujours selon le site web, un voisin qui passait, Dorcilien Joli, se jette à genoux et implore grâce et miséricorde pour cette adolescente très précoce. « Mieux vaut me tuer à la place de cette jeune qui est **l'espoir de la zone** (sic) », aurait dit Dorcilien Joli au milicien, et les militaires auraient lâché prise (resic). Un peu tiré par les cheveux, hein ? Ti Bobo, tu dors ? C'est malheureux que Yanick Rigaud n'ait pas eu la chance d'un voisin comme Dorcilien qui passait (par hasard) dans le coin de Fontamara, elle n'aurait pas été abattue par la soldatesque militaro-macoute.



Bibliothèque Rosalie Bosquet Adolphe, construite par Mme Supplice Beauzile, afin d'honorer la mémoire de Mme Max-Adolphe, directrice de la prison « Fort-Dimanche, Fort-la-Mort » l'une parmi les plus grands chefs macoutes.

La deuxième information, une ignominie, tient du *macoutesque*, du *fiyètlalotesque*. En effet, très longtemps après Dorcilien, en août 2010 très exactement, on a inauguré une bibliothèque à Mirebalais. Cela a dû être en grandes pompes. Devinez. La conceptrice du projet, Edmonde Supplice, sénatrice lors, sans se gêner, sans respect pour la mémoire des milliers de victimes de la satrapie duvaliéro-macoute, attribua à la bibliothèque le nom de… Rosalie Bosquet-Mme Max Adolphe. Un choc, au point où, sur les ondes de Magik FM, Mme Myrtha Gilbert, chercheuse, éducatrice et militante, a cru nécessaire de dénoncer l'infamie qu'elle a qualifiée d'« Outrage à la mémoire des victimes de la barbarie duvaliériste ».

Oui, c'est ce qu'a fait Beauzile, spécialiste en éducation, socio-démocrate. N'avait-elle pas promis lors de son accession à la présidence du parti Fusion qu'elle allait mettre le pays sur les rails du développement durable ? Eh bien, elle a posé la première pierre de cette durabilité. C'est la faute à Martelly, Jovenel si le pays vit encore dans *l'indurabilité*.

Au revoir, madame Acier-déjà-passé-au-feu. Deux remarques pour terminer. D'abord, je ne polémique avec personne, d'autant que la proximité des « alliages » (corrosifs) me déplaît souverainement. Ensuite, où en est votre point de Fusion avec Jovenel ? Il doit se chercher un successeur, enfin, une *successeuse*. Vous avez le bon profil, le meilleur en fait (c'est ce que vous avez dit, une fois), pour mettre Haïti sur la voie d'un « développement durable ». Bonne chance, pourvu que vous n'ayez pas en tête de faire ériger au Champ-de-Mars une statue à la mémoire de la mignonne Rosalie… Chère Edmonde, quel Supplice infligeriez-vous à la nation ! Juste pour satisfaire l'ego de la dame Beauzile. Vraiment, vous déborderiez de Bosquet « altruisme ».

Et telefòn ne lâchez pas. À la revoyure !

11 mai 2020

Vòlè tè se youn nan rezon ki fè envestisè refize met pye Ayiti

« Kijan yon envestisè pral fè vin envesti milyon pou l bati yon konplèks touristik si l konnen yon gwoup moun ka peye kèk bandi, epi degèpi li sou tè sa ? »

Depi kèk tan, vire tounen gen yon kesyon vòlè tè k ap pale. Plizyè moun ak enstitisyon viktim. Nan semèn ki sot pase a, Patrick Benoit viktim fizikman. Wynn Farm tou menase pou pèdi teren l ap itilize a nan Kenskòf. Tou de ka sa yo fè bri nan medya yo.

Anpil pwojè, plizyè etid ak yon seri refleksyon fèt sou pwoblèm tè nan peyi a ak enstitisyon lokal tankou CIAT. Kèk antite entènasyonal tankou BID ak OFPRA travay sou sa tou. Yo kouvri anpil fasèt sou pwoblèm tè peyi a genyen depi fondasyon nasyon an: litij nan tè, vòlè tè, fo papye tè, pwoblèm kadas elatriye.

Aktivite ilegal vòlè tè makònen ak yon gwo kesyon ke nou dwe bay plis atansyon nan sosyete a: kesyon pwopriyete prive a. Byen moun posede nan peyi a ak dwa yo genyen pou posede, devlope epi pwoteje byen


Patrick Benoit viktim yon dosye tè nan Vivi Mitchel

sa yo konsène nou tout…

Pratik vòlè tè, se pratik ki vyole dwa moun gen sou byen prive yo men sa pa sèlman yon kesyon jiridik, se yon kesyon ekonomik tou paske libète pou gen byen prive, fè l pwospere epi defann li se yon enstitisyon nan definisyon disiplin ekonomik gen pou mo enstitisyon an.

Nan yon peyi ki ap mache di rès mond lan : li louvri pou biznis, « Haiti is open for business », si pwopriyete prive pa garanti, se lave men siye atè. Kijan yon envestisè pral fè vin envesti milyon pou l bati yon konplèks touristik pa egzanp si l konnen yon gwoup moun ka peye kèk bandi, epi degèpi li sou tè sa?

Nou te ka di sa grav men l pa pi mal si envestisè a te konnen li te ka al lajistis pou bandi sa yo epi fè dedomaje li. Men nan peyi n, se pa jodi a moun ap pèdi tè san lajistis pa rive ede yo. Plis tan ap pase, moun sa yo alèz atake gwo pwopriyetè e lajistis pa ko rive mete fen nan sa.

Lè tout zak yo ap fèt san gwo amelyorasyon nan sitiyasyon an, se move siyal ki al jwenn tout moun ki ta panse envesti nan peyi a. Moun ki enterese envesti nan peyi a swiv tèren an, yo etidye l e peye espesyalis analize l anvan yo mete lajan ladan l. Se pa diskou ki ap atire yo ni bèl postè piblisite. Gen sitwayen

suite à la page(19)

Twa moun mouri nan lavale Boudon

Yon kokenn lapli te tonbe dimanch 3 me 2020 an, ki lakoz yon mi tonbe nan lavale Boudon kote yon fanmi te viktim. Twa moun mouri, pami yo yon timoun 8 mwa, yon fanm ansent ki te gen 20 lane ak yon jènfi sèzan.

Konbit Ayisyen pou Lojman Altènatif (KAYLA) denonse Leta Ayisyen ki pa janm fè travay li. Selon Kayla : *« lameri Petyonvil gen responsablite, pou l te fè prevansyon pou pa t gen moun ki mouri nan sikonstans trajik sa a. KAYLA raple, daprè lwa 5 septanm 1963 a, moun pa ta sipoze ni konstwi kay, ni fè jaden, ni koupe pye bwa nan tout zòn lavale Boudon an. Poutan, anba je otorite yo, yon seri moun ki pa gen kay pou yo rete, konstwi yon gwo bidonvil nan lavale Boudon an. Kote depi l fè lapli, ravin lan toujou fè gwo dega. »*

Kayla kontinye pou l di : Popilasyon k ap viv nan lavale boudon an, òganize yo, pou fòse Leta ba yo bonjan kay pou yo rete jan atik 22 konstitisyon 1987 la di sa. - Paran moun ki mouri yo, egzije lameri Petyonvil chita avèk yo, pou planifye fineray moun ki mouri yo, yon fanson pou anpeche yo antere fanmi nou yo tankou endijan.

Sasinay Maxo Sauveur


Machin viktim lan ak kadav la


Maxo Sauveur

Zak banditis ak sasinay yo fenk kare ogmante nan peyi a. Se konsa nan Pòtoprens, jou ki te vandredi 8 me 2020 an, bandi sou motosiklèt sasinen nan mitan lari patikilyèman nan ri Rivyè yon kad nan Direksyon Jeneral Taks (Dgi), yo rele Maxo Sauveur.

Sa tout moun ki te prezan te konstate, moun kriminèl sa yo pa zenglendo, ni vòlè paske ansasen sanfwanilwa yo pa rete pou yo te fouye machin lan, ni pran anyen sou kadav la. Sa vle di se yon zak planifye ki genyen yon lòt objektif oubyen se yon misyon yo te vin akonpli.

Woukou Ochan Tido

Do re mi fa sòl la Tido
Do re mi fa bato n pran dlo
Do re mi nou pran kou nan do
Do re mi fa an n jete ti dlo
Do re mi je lavi n plen dlo
Do re mi zam lanmò awoyo
Do re Wawa Sò Àn Tido
Do re mi fa ochan pou yo
Woukoukou tout Ras Ginen yo

Do re mi fa sòl la Tido
Sòl la Tido kouche sou dlo
Sòl la Tido blayi sou do
Do re mi lanmò mete w cho
Do re mi lanmò w awoyo
Do re mi bay w Tido mato
Do re mi hm mezanmi ooo

Do re mi fa sòl komabo
Do re mi fa sòl la Tido
Do re mi fa jete ti dlo
Do re mi fa lavi nan cho
Do re mi sòl Ayibobo
Do re mi fa gason Nago
Do re mi fa pou nèg Petwo
Do re mi fa sòl Bilolo
Do re mi fa ochan Tido

Do re mi fa sòl Komabo
Do re mi fa sòl adye ooo
Do re mi fa ochan Tido
Do re mi fa jete ti dlo
Aba lanmò abolotcho

Do re mi fa sòl Woukoukou
Woukou pou gason mapou
Woukou pou maton tanbou
Woukou pou yon nanm lakou

J. Fatal Pya

Les confessions de Jouthe Joseph

Par Joseph Wendy Alliance

Les confessions du Premier ministre Jouthe sur l'inexistence de l'État: un aveu d'échec de toute une génération de politiques au sommet de l'État.

Les figures politiques ayant le sens de l'État, et éveillées, au sens wébérien du terme à l'*éthique de responsabilité*, appartiennent à une catégorie d'acteurs appelés à faire bouger l'histoire, à changer l'ordre des choses et non pas à se résigner face au statu quo. Max Weber résume ce type d'acteurs politiques en ces termes: " L'homme d'action est celui qui, en une conjoncture singulière et unique, choisit en fonction de ses valeurs et introduit dans le réseau du déterminisme un fait nouveau". Cette conscience de pouvoir changer, modifier le cours de l'histoire, le marquer de son empreinte dans le sens du progrès est un trait de caractère que possèdent certains hommes d'État contemporains ou du passé.

Chez le président Barack Obama, cette attitude verticale pour affronter les défis, pour pousser l'Amérique à se réinventer se traduisait dans ce qu'il aimait appeler l'audace de l'espoir, " the audacity of hope". Le président Emmanuel Macron, après le quinquennat tiède du président François Hollande dont l'attitude de " président normal" renvoyait aux Français(es) l'image d'un homme d'Etat incapable d'incarner La République, avait insisté que son " audace" avait poussé les Français (es) à le choisir comme le 8e président de la Ve république, faisant de lui le plus jeune président de l'histoire de la France ou encore le plus jeune chef d'Etat depuis Napoléon Bonaparte. " Vous avez choisi l'audace, et cette audace nous la poursuivrons. Parce que c'est ce que c'est ce que la France, l'Europe et le monde attendent de nous… Nous avons la force, nous avons l'énergie, nous avons la volonté. Nous ne céderons rien à la peur, à la division, au mensonge, nous ne céderons rien à l'ironie, à l'amour du déclin et à la défaite", avait scandé ce dernier le soir de sa victoire aux élections en mai 2017.

Cette *éthique de la responsabilité* est aussi présente dans l'histoire politique haïtienne depuis la période fondatrice (1791-1838). Toussaint Louverture possédait cela au plus haut degré. " La colonie de Saint-Domingue, dont j'étais commandant, jouissait de la plus grande tranquillité; la culture et le commerce y florissaient. L'île était parvenue à un degré de splendeur ou on ne l'avait encore vue. Et tout cela, j'ose le dire, était mon ouvrage." À quel moment ce sens de la grandeur et de la responsabilité a -t-il disparu de nos gènes? Quel dirigeant haïtien peut se targuer qu'Haïti aujourd'hui jouit de la plus grande croissance économique et de la stabilité politique et que tout ceci est son ouvrage? Non. C'est plutôt le contraire qui est vrai.

En lieu et place de la stabilité et de la croissance, nous récoltons le banditisme, l'insécurité, la décroissance, la pauvreté, la démission, la propagande et aucune autorité ne veut en assumer la responsabilité. Nos dirigeants préfèrent s'abuser en disant que « *nou tout koupab* », une manière de s'auto-exorciser par rapport à leur grande contribution dans le malheur haïtien à l'heure actuelle. Nous assistons de ce fait à une capitulation des responsables d'État sans précédent dans l'histoire politique d'Haïti. Les dernières confessions du Premier ministre Joseph Jouthe en sont une preuve éloquente.

À travers la version audio d'une conversation privée divulguée sur Whatsapp, le Premier ministre Jouthe, dans le sillage de Christophe Wargny, a lâché, apparemment dans un langage partagé entre la colère et l'indignation, que l'Etat ou le pays n'existe pas. Il a clairement pointé les politiciens traditionnels comme artisans de cet effondrement de l'Etat. "Ils se contentent de vendre de faux discours. Accompagnés d'énergumènes, ils ne font que détruire la république en promouvant des gangs armés. Cette catégorie, faisant l'apologie du mensonge, ne respecte personne", a martelé le premier ministre.



Le Premier ministre Jouthe Joseph

Les confessions du Premier ministre sont choquantes dans le sens où il révèle à la population que c'est illusoire d'espérer quelque chose de positif des autorités en place, mais il a le mérite au moins de dire la vérité. À travers une telle déclaration, le chef de gouvernement a aussi avoué d'emblée son propre échec ou son impuissance ainsi que son gouvernement à attaquer les grands problèmes du pays: la réforme de l'État, le banditisme, l'insécurité, la pauvreté, la dépendance internationale, ou même la crise actuelle du coronavirus.

En réalité, les institutions d'un pays ne reflètent que ce que les femmes et les hommes chargés de les mener en font. On savait que l'État haïtien, affublé de tous les noms (État néo-sultaniste, État prédateur, État patrimonial, État antinational) et à juste titre, est un État faible, mais à dire qu'il n'existe pas, cela révèle un mal beaucoup plus profond. Au fond, il n'existe pas pour remplir ces fonctions régaliennes et desservir la population mais a toujours existé et continue d'exister comme vivier de privilèges et de prébendes ou de vaches à lait pour ceux et celles qui organisent, alimentent ou maintiennent la capture de l'Etat.

Tant que les autorités actuelles, y compris le Premier Ministre, sont encore aux commandes de l'État et jouissent de ses privilèges, elles ne pourront jamais se déresponsabiliser par rapport à l'obligation de donner des résultats. Les confessions de Jouthe représentent un aveu d'échec de toute une génération de politiques à la tête du pays. Elles ne doivent pourtant pas décourager ceux et celles qui, à l'opposé des populistes et des fossoyeurs qu'il a dénoncés à raison dans sa conversation informelle, possèdent les compétences, le caractère, l'expérience et qui aspirent sainement à contribuer à changer les choses véritablement. Au contraire, ces confessions doivent inspirer et motiver ces autres nouveaux types d'acteurs à user de leur audace et leur savoir-faire de manière à aider le pays à rompre avec la déchéance actuelle.

Joseph Wendy Alliance

Références

https://www.juno7.ht/premier-ministre-convaincu-inexistence-de-letat/

https://rezonodwes.com/2020/05/10/audio-jouthe-latete-toujours-baissee-devant-jovenelmoise-se-retrouve-dans-tous-sesetats-en-taclant-des-opposants-politiques-a-micro-ferme/

https://www.sudouest.fr/2017/05/07/direct-presidentielle-suivez-les-resultats-etles-temps-forts-du-deuxiemetour-3424258-6121.php

Louverture, Toussaint. *Général Toussaint-Louverture: Mémoires écrits par lui-même, pouvant servir à l'histoire de sa vie suivi de Journal du Général Cafarelli.* Mercure de France. 2016.

https://lenouvelliste.com/article/16546/ne-dites-jamais-quhaitinexiste-pas

Garrigues, Jean. *La République incarnée. De Léon Gambetta à Emmanuel Macron.* Perrin, Paris. 2019

« Aucune preuve contre moi », chante Sweet Micky dans un bar de Pétion-Ville



Il y a des preuves contre vous Michel Martelly. Où sont les 25 stades ? Où est passé l'argent de Petrocaribe ?

Par Arnaud Robert*

Aucun président dans l'histoire de ce pays n'a jamais été jugé. Ceci explique peut-être l'attrait irrationnel pour une fonction sans gloire ni palais. Rencontre avec l'ancien chef d'État haïtien : Michel Martelly

La Rue Panaméricaine, cette nuit de décembre, est une artère qui ne vascularise plus. Les hommes-bêtes de somme avec leur charrette encombrée, les chauffeurs de motos qui scintillent comme des sapins de noël, les camions sans frein, les camionnettes desquelles surgissent des visages si las qu'on dirait une mauvaise nouvelle, les 4X4 réfrigérés, les flics qui tentent le tout pour le tout et n'y parviennent pas, la fumée, la fumée, la fumée, on n'avance plus, la radio dit que le monde tourne encore, mais cela ne fait pas un pli, il est en arrêt.

Derrière le portail du Jojo, c'est un beau bâtiment de briques – on dirait ces brasseries de Brooklyn où les jeunesses stakhanovistes noient leur fatigue. Il y a des gardes en arme, en kaki, qui barrent le chemin, une femme en particulier commanditée par l'État, avec son fusil d'assaut, son gilet pare-balles, elle scrute le vide, c'est un ballet d'armes lourdes, de fouilles au corps, de sourires figés et d'empressement, on dirait une réunion à huis clos de l'ONU. C'est un concert de Sweet Micky. Il est là, rasé et tondu de près, la jeunesse éternelle de Dorian Gray, tout glisse sur lui, il est seul sur la scène, ses musiciens ne sont pas encore arrivés.

Michel Martelly tapote un double clavier d'animateur forain, de chanteur de charme, c'est l'homme-orchestre du Titanic. Les spectateurs arrivent doucement, ils ont garé leur machine sur le parking qui leur est dévolu – c'est une chose précieuse un parking dans cette ville où il n'y a pas de trottoirs. Ce sont des couples, souvent un monsieur dont la peau est très blanche, avec une jeune femme dont la peau est très noire. Il y a des couples plus rangés, aussi, ils vont tous saluer l'artiste comme on embrasse une relique sainte. Il rit très fort, il donne des blagues.

Le public de cet ancien président est composé de mulâtres, de fortunés, mais aussi de ministres actuels (on ne les reconnaît pas, mais il y a

suite à la page(15)

Haïti face au Coronavirus, la trêve politique et sociale
(5e et dernière partie)

Incontestablement, sur le plan politique, Jovenel Moïse est un fils de la providence. Tout ou presque dans son parcours politique relève du miracle ou du hasard. Sa première rencontre avec son ancien mentor Michel Martelly, alors Président de la République, a été un pur hasard. Le choix du chef du Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK) pour le désigner comme son successeur en lieu et place de multiples prétendants du parti est un coup de chance inespéré, un vrai miracle, puisque, aujourd'hui encore, certains anciens barons du PHTK ne le pardonnent toujours pas à l'ancien chef de l'Etat. Survint alors la saga électorale de (2014-2016). Une épopée durant laquelle Jovenel Moïse qu'on n'appelait plus que « Nèg bannann nan » a dû se battre comme un diable dans un bénitier dans ce chaudron de la politique du pire pour réussir. Contre toute attente, il est sorti indemne de ce pari fou. Mais non sans avoir bénéficié des faveurs de la providence.

Le départ de Michel Martelly du Palais national lui avait enlevé somme toute tout espoir de victoire. Il était à deux doigts de jeter l'éponge. Mais, soutenu et encouragé par son ami Nahomme Dorvil, son actuel chef de cabinet à la présidence de la République, il repart au combat sans grande conviction. Car la conjoncture politique ne lui est pas favorable. Un ancien ministre lavalassien occupe le fauteuil présidentiel depuis février 2016. En plus, cet ancien ministre d'Aristide s'est entouré d'une cohorte de lavassiens qui n'attendait que la victoire du Dr Maryse Narcisse, la candidate du Parti de Jean-Bertrand Aristide pour continuer d'arpenter les allées du pouvoir. Surtout, ils espèrent tous dans leur for intérieur que le Président provisoire Jocelerme Privert va tout faire pour faciliter la victoire de Fanmi Lavalas. Jovenel Moïse, quant à lui, s'inquiète ! Ce d'autant plus que tous les autres candidats se liguent contre lui par peur qu'il ne poursuive la politique de son ami Tèt kale ou qu'il ne devienne un Président de doublure. Dans la tête de Jovenel Moïse, tout semble perdu d'avance même si, sur le plan financier, une grande partie du secteur privé des affaires jette son dévolu sur lui ; sans oublier le soutien incommensurable de la Communauté internationale.

En effet, cette entité de poids dans les affaires internes haïtiennes ne l'a jamais lâché depuis le début de son aventure présidentielle et le risque calculé de Martelly. Oh miracle ! A trois jours du premier tour du scrutin, tout bascule. Une terrible catastrophe naturelle ravage tout le Sud d'Haïti. C'est le tristement célèbre cyclone Matthew. Sans tarder, le Conseil Electoral Provisoire (CEP), en accord avec le gouvernement, annonce le report des élections. Une seconde catastrophe, politique celle-là, mais aux dépens de l'opposition. Un sursis positif pour Jovenel Moïse. C'est une opportunité politique. Bien plus qu'une aubaine, c'est un nouveau miracle pour le candidat du PHTK. Et pour cause. Les grands groupes économiques du pays vont mener une opération de sauvetage pour l'installer définitivement sur le chemin du Palais national. En effet, l'annonce du report du scrutin



Dès l'annonce de cette pandémie de Coronavirus, Jovenel Moise comprend qu'il va avoir un chèque en blanc de la part de l'opposition.

présidentiel va acculer totalement les autres candidats qui ne pourront pas suivre la machine qui finance la campagne de Jovenel Moïse à travers ce que certains appellent la « Campagne humanitaire.»

Sous couvert de venir en aide aux départements victimes du cataclysme, tous les candidats s'étaient transformés en agents humanitaires alors qu'il s'agit bel et bien de continuer la campagne électorale suspendue par les autorités pour cause de catastrophe naturelle. Sauf que, si tous les prétendants voulaient faire quelque chose, tous n'avaient pas les moyens de leur politique. Dans cette course à la solidarité, Jovenel Moïse avait pris le dessus dès le départ ; puisque le secteur économique avait pris les choses en main. Résultat des courses, le candidat du PHTK, malgré les protestations de l'opposition, est sorti gagnant de la compétition. Une fois installé à la tête de l'Etat, les ennuis commencent. L'opposition qui est toujours à la recherche d'un angle d'attaque ne chôme pas.

Durant les deux premières années, elle a tout fait pour renverser le pouvoir. Mais, à chaque fois, elle bute sur ce qu'on peut appeler : la malchance. Il y a toujours un caillou dans les chaussures des leaders de l'opposition. Alors que Jovenel Moïse, lui, plane sur sa bonne étoile qui lui trouve toujours une porte de sortie. Fatigué, en effet, d'un conflit politique inextricable avec un quarteron de sénateurs irréductibles, il a repris du souffle avec la caducité déclarée du Corps législatif. Sans perdre de temps, il a nommé un nouveau Premier ministre, Jouthe Joseph, après avoir usé d'au moins trois autres qui ne bénéficient d'aucun soutien politique du Parlement ni de la population. Ce dernier, en tant que chef d'un gouvernement de facto, puisque lui aussi ne sera pas ratifié par le Parlement, gère les affaires du pays. Il est placé sous l'autorité directe du Président de la République qui est le seul chef suprême en l'absence du Pouvoir législatif, ce qui lui donne le droit de diriger par décret. Une opportunité pour l'opposition et les ex-sénateurs qui n'ont pas digéré ce plein pouvoir que le Président s'accorde, pour reprendre le flambeau de la mobilisation ou du moins pour agiter le chiffon rouge de la dictature. Patatras ! La providence, une fois de plus, a répondu présent et s'empresse de porter secours au chef de l'Etat.

Devant un réveil imminent de la population sous l'impulsion des leaders de l'opposition plurielle, entre autres Me André Michel Porte-parole de l'Alternative Consensuelle pour la Refondation d'Haïti (ACRH), c'est l'arrivée inattendue d'un virus venu d'ailleurs qui anéantit l'espoir immédiat d'un Jean-Charles Moïse du Parti Pitit Dessalines ou d'un Youri Latortue de AAA (Parti Artibonite An Aksyon) et de l'opposition en général. Le Coronavirus, l'autre miracle qui vient d'épargner à Jovenel Moïse de tomber dans un nouveau soulèvement populaire. Dès l'annonce de cette pandémie dans le monde, le Président comprend qu'il va avoir un chèque en blanc de la part de l'opposition. Afin de mettre toutes les chances de son côté, il embrasse à bras le corps cette nouvelle opportunité, certes un peu cyniquement, mais il n'avait pas le choix. Les autorités politiques du monde entier tremblent devant la maladie. Elles prennent toutes des mesures draconiennes pour empêcher la circulation du virus à travers leur territoire. De Pékin à Rome en passant par Madrid, Paris ou Washington, les médecins et le personnel médical sont débordés. Les autorités politiques, de leur côté, décrètent l'état d'urgence sanitaire. Le temps presse.

La maladie a pris une distance d'avance. En un temps record, la vie s'arrête à travers la planète. A Port-au-Prince aussi, les pouvoirs publics, sous l'impulsion du Président Jovenel Moïse, proclament à leur tour l'état d'urgence sanitaire et instaurent un couvre-feu dans les grandes régions métropolitaines. C'est le branle-bas de combat. Il faut tout faire pour sauver les Haïtiens contre le Covid-19 qui ne fait pas de quartier. On est tous égaux devant le virus, la contamination et la mort. Il faut rester confiné chez soi sous peine de finir ses jours prématurément. Le fléau est partout et s'attaque à tout ce qui lui donne l'occasion de continuer son parcours meurtrier. Si les pays les mieux équipés en matière médicale et sanitaire sont débordés par le nombre de personnes contaminées et de décès, qu'importe, Haïti fait ce qu'il peut pour répondre à l'urgence.

Les pouvoirs publics, sous l'autorité du Président de la République, se sont lancés dans une course contre l'invisible et l'imprévisible. Rien à redire, le gouvernement fait ce qu'il peut avec les moyens du bord. Tant pis si les consignes gouvernementales ne sont pas respectées par une population incrédule, méfiante et peu convaincue par les discours et les mises en garde des autorités politiques et sanitaires. Le Président, ne l'oublions pas, dispose de très peu de crédit auprès de ses concitoyens ; ils ne prennent pas au sérieux ses déclarations ni les conseils que lancent ses ministres. Mais l'essentiel c'est qu'ils sont omniprésents. Plusieurs organismes et entités publiques ont été créés. Attention tout de même au doublon ! Pour le pouvoir, l'objectif est triple : occuper en permanence le terrain social, l'espace médiatique et le terrain politique.

Les employés de la presse sont autorisés à parcourir le pays d'un bout à l'autre et à n'importe quelle heure en plein couvre-feu afin de suivre les activités des autorités sanitaires et gouvernementales même si l'on enregistre quelques bavures policières sur certains journalistes dans le cadre des mesures prises pour la protection de la population. Le pouvoir, à travers le Président de la République, lance des appels à l'aide à l'intérieur comme à l'extérieur. L'internationale n'a pas tardé à répondre. Sur le plan interne, cela a mis un peu temps, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Tout le monde s'y met. Tous les secteurs et les forces vives de la nation ont répondu présent en donnant ce qu'ils peuvent. C'est la solidarité nationale. La nation est en danger ; il faut sauver tout ce qui peut l'être. Les grands groupes industriels, le secteur bancaire, les services, tous, veulent être en bonne position sur le tableau d'affichage. Cela fera certainement l'affaire du Président dont le but est de pallier à la carence des équipements sanitaire du pays. Devant tant de générosité, les politiques ne pouvaient rester les bras croisés.

Dans une *Tribune* précédente, nous avons déjà fait écho de cette générosité utile, certes, mais pleine d'arrière-pensées politiques. Justement, comme pour l'élection de Jovenel Moïse, le miracle s'est produit une nouvelle fois ; car, non seulement tous les partis politiques qui le peuvent volent au secours de la population afin de lui apporter de l'aide quitte à se faire ridiculiser parfois avec leurs seaux à eau, mais c'est surtout l'accalmie politique dont bénéficie le pays depuis l'arrivée du Covid-19 qui saute aux yeux. Sans aucune négociation, ni pourparlers ni appel au dialogue, du jour au lendemain tout s'est arrêté net. Pas une vraie manif anti-Jovenel à l'horizon. Pas de vrais appels à la mobilisation contre le fonds PretroCaribe. Un relâchement total dans le dossier Dermalog (Carte CIN), etc. Une trêve politique qui arrive à point nommé pour un Président Jovenel Moïse qui n'en attendait pas tant. Les leaders politiques et les chefs de partis se sont tous convertis comme en 2016 en « agents humanitaires ». Ils tentent tant bien que mal de copier les faits et gestes du chef de l'Etat qui, lui, ne semble guère se soucier des actions que mène l'opposition.

En vérité, l'opposition est, une nouvelle fois, tombée malgré elle dans un piège, celui du Coronavirus comme cela a été le cas pour le cyclone Matthew lors de la présidence en 2016. Faute de pouvoir mobiliser la population contre le pouvoir, les leaders de l'opposition sont obligés de garder un silence qui, finalement, est perçu comme une sorte de soutien à l'action de l'Administration Moïse/Joseph dans la lutte contre la pandémie du virus. Dotée de très de peu de moyens face à l'armada du gouvernement, une très grande partie des responsables de l'opposition préfère se calfeutrer sous prétexte de confinement contre le Coronavirus. Mais, en réalité, la lutte est inégale. Du coup, le pays assiste à une trêve politique qui ne dit pas son nom. Pour la première fois depuis l'élection du Président Jovenel Moïse, on n'a pas entendu une déclaration politique de l'opposition pour brocarder soit le chef de l'Etat soit son chef de gouvernement. L'arrivée du Coronavirus est cyniquement une bonne affaire pour le pouvoir qui, selon toute logique, va profiter de cette accalmie politique pour mener ses petites affaires en prévision du processus électoral à venir.

Car, malgré le confinement et l'état d'urgence sanitaire prolongé, les Centre de l'ONI (Office National d'Identification) ne se désemplissent pas. Les gens, en dépit du danger qu'ils encourent, viennent en masse réclamer ou déposer une demande de Carte d'identité nationale qui est aussi la Carte électorale. On sait qu'avant le début du Covid-19, l'opposition était vent débout contre cette opération ; mais depuis plus rien. L'état d'urgence sanitaire et l'interdiction de tout rassemblement et de manifestation sur les voies publiques durant la pandémie sont passés par-là. Ainsi, la trêve politique, version Coronavirus, s'est imposée d'elle même. Alors, au nom de la solidarité nationale contre la pandémie, les leaders de l'opposition se sont tus ou du moins leurs discours ont été mis en mode pause en attendant un lendemain meilleur. Mais, d'ici là, on parie que le Président Jovenel Moïse et ses amis auront pris une bonne longueur d'avance sur leurs adversaires politiques.

Surtout s'ils arrivent à faire un bon usage de toutes les aides financières reçues de la Communauté internationale dans le cadre de la guerre mondiale que mène cette dernière contre ce fléau meurtrier du XXIe siècle. **(Fin)**

C.C

Haiti Receives Another Shipment of Medical Supplies to Fight Covid-19



Haitian officials receiving the first shipment of medical supplies from China on May 7.

by Prensa Latina

Haiti has received the second batch of medical supplies to fight the novel SARS-CoV-2 coronavirus, which already has 209 positive cases and 16 deaths in the country as of May 12.

Public Health Minister Marie Greta Roy Clement said the shipment included 75,000 protective suits for doctors, nurses, and ambulance staff, along with 500 full beds and 150,000 masks.

In the past week, coronavirus cases doubled in Haiti, which has already recorded the death of the first child due to the pandemic.

On Thu., May 7, President Jovenel Moïse and other members of the government received the first shipment of medical equipment from China, from which Haiti had requested US$19 million worth of medical supplies.

In April, Patrick Dely, a graduate of Cuba's Latin American Medical School and director of Epidemiology, Laboratories and Research (DELR), warned that if health guidelines are not followed, 86% of Haiti's 11 million inhabitants could be infected by the coronavirus and about 20,000 could die.

Wilfrid "Ti Do" Lavaud Dead Three Weeks After his Companion, So Àn

by Kim Ives

Joseph Wilfrid "Ti Do" Lavaud, 62, the guitarist and drummer who was a fixture at the side of Annette "So An" Auguste over the past three decades, died on the afternoon of Fri., May 8, 2020 at the OFATMA Hospital in Port-au-Prince after lapsing into a coma two days earlier.

After a first stroke in 2018, Ti Do suffered a second stroke on Apr. 9, only eight days before So Àn's death from breast cancer. He returned from the Bernard Mevs Hospital to the Delmas 16 home he had shared with So Àn on Apr. 18, the day after her death.

But his condition soon worsened, and his family took him on May 2 to the St. Camille Hospital in La Plaine, until he was later transferred to the OFATMA Hospital.

Born on Dec. 28, 1957 at the Chancerelle Hospital in Port-au-Prince to Joseph Lavaud and Livie Pierre-François, Ti Do grew up in Port-au-Prince's Fontamara 43 neighborhood with his sister, Maryline Lavaud. His parents separated shortly after the childrens' birth, and Ti Do was raised mostly by his mother.

After going to the capital's Jean-JacquesDessalines high school, he studied under the Haitian artist Denis Emile, before helping to found the rasin music group Sa.

But that group was just a precursor to the "vodou jazz" group Foula, in which he was the guitarist and lead singer next to Jean-Raymond Giglio (percussion), Gaston "Bonga" Jean-Baptiste (percussion), "Rasin" (percussion), Yves "Chico" Boyer (bass), Ronald "Aboudja" Derenencourt (percussion), and Thurgot Theodat (sax & percussion).



Wilfrid "Ti Do" Lavaud died on May 8. He was the lead singer of the popular "vodou jazz" group Foula and a companion to Annette "So An" Auguste

"He wanted to do something different with vodou," said Pierre Richard Cajuste, a long-time member of Haiti's diplomatic service who was a big supporter of Foula. "He really believed in the masses. He was truly a man of the people."

After the 1991 coup, he fled to New York. Shortly after arriving in Brooklyn, he moved in with a girlfriend, who turned him out of their home on a snowy winter night. A passing Haitian cab driver saw Ti Do struggling with his bags in the snow and stopped to pick him up.

"Don't you know any other Haitians here in Brooklyn," the cabbie asked him.

"I know plenty, but the one I know best, of whom you might have heard, is So An," Ti Do replied.

"Well, of course, I know So An," the cabbie replied. "Let me take you to her house now."

That was how Ti Do came to live and work with fellow musician So Àn, moving into her Brooklyn Avenue home. In the years that followed, he would often be her sole accompaniment on the stage with his guitar.

After returning to Haiti with So An in 1994, he was often a presence in her tumultuous political life, lurking in the background as she held center-stage. Although soft-spoken and retiring, Ti Do was well-known by many of Haiti's leading artists, politicians, and journalists.

In his final years, he became a cultural attaché at the National Theatre, giving occasional lectures on the role of music in vodou.

He is survived by his sister, Maryline Lavaud, who lives in the U.S., along with two daughters, Winifrede Lavaud and Lyne Dossa Lavaud.

In Haiti, ICE is spreading COVID-19

by Greg Dunkel

Immigration and Customs Enforcement (ICE), the Department of Homeland Security agency charged with deporting people from the United States, scheduled 100 people to be returned to Haiti on Mon., May 11 from the Pine Prairie Detention Center in Louisiana. The group was to include five individuals either having tested positive for COVID-19 or show signs of having the disease. (*Miami Herald*, May 8). At the last minute, the five Covid-positive detainees were pulled off the plane, along with 45 others, according to the Miami Herald. The jet that arrived in Port-au-Prince from San Antonio, TX carried only 50 deportees: 14 with criminal charges against them and 36 others, including children. The Haitian government is quarantining the deportees for 14 days in hotels.



Despite widespread protests that it will spread the pandemic, the Trump administration's ICE officials plans to continue deporting COVID-positive Haitians and other immigrants on Swift Air jets, like the one pictured here.

Ironically, the U.S. State Department issued a Mar. 31 official advisory to "avoid all international travel due to the global impact of COVID-19." President Trump boasts that he has done a great deal to protect the "American people" by restricting travel to the U.S. from China and Europe.

While other Caribbean countries have been the targets of COVID-19-positive deportations, Haiti is particularly vulnerable. According to Haiti's National Institute of Statistics, the country has only 911 doctors for 11 million people.

The World Health Organization (WHO) reports Haiti has over 900 health institutions. More than half are in the capital, Port-au-Prince, which is home to about one-third of the nation's people.

Public health officials in Haiti feel they have to quarantine, at major expense, anybody entering the country, especially if they have been exposed to COVID-19. There are only two small laboratories in Haiti that can test for the disease.

As of May 12, Haiti's Public Health Ministry announced there were 209 confirmed cases of COVID-19 and 16 deaths in the country. The true figures, as in the U.S., are much higher due to lack of testing.

Almost six million Haitians live under the poverty line on $2.41 a day, according to the World Bank. Inflation is running at about 20%. While the figures haven't been tabulated yet, remittances from Haitians working abroad — which contribute about 30% of Haiti's gross domestic product — are sharply falling.

Many Haitians living in North America and Western Europe worked at jobs that have been wiped out in the COVID-19-induced economic crisis. About one-third of all food consumed in Haiti is imported, so a jump in inflation, plus the loss of remittances, is expected to push "food insecurity" into hunger — and the beginnings of famine.

Much of Haiti's economic devastation can be traced to France and the United States making Haiti pay, time and time again, for the Haitian people's "original sin" — carrying out history's first and last successful slave revolution from 1791 to 1804, then founding the first black republic. France wrested 90 million gold francs in damages from Latin America's first nation, worth over $21 billion (with interest) today. In a just world, Haiti would be entitled to reparations.

Beyond its economic underdevelopment, Haiti has suffered from several disasters. A 2010 earthquake killed tens of thousands. An ensuing cholera epidemic imported by United Nations "peacekeepers" lasted for nine years, killing 10,000 people and sickening over 800,000. Hurricanes Matthew, Irma, and Maria also did major damage.

Politically, sharp hikes in fuel prices sparked huge protests in 2018, severely disrupting the economy. Billions of dollars of aid from a program called PetroCaribe, funded by Venezuela and supplying oil at cut-rate prices, was diverted into politicians' pockets. In 2019, hundreds of thousands of people marched to demand that President Jovenel Moïse resign because he had mismanaged the economy and was corrupt.

Mass protests in 2020 have been curtailed by the pandemic, but there's awareness that Haiti has the right not to receive people the U.S. deports. Haiti's Foreign Minister last month politely asked the U.S. to refrain from deportations at this time. The Family Action Network Movement (FANM) sent an Apr. 22 letter to President Jovenel Moïse requesting that he stop accepting these deportations in order to restrict the spread of COVID-19 in Haiti.

The original version of this article appeared on the website of Workers World.

CORONAVIRUS : LA NÉCESSITÉ D'UN INTERNATIONALISTE PROGRE



Le COVID-19 montre également que malgré des décennies de néolibéralisme, le sens de la solidarité et de la compassion intrinsèque des peuples est bien vivant

Par le Transnational Institute

Réflexions de l'équipe du Transnational Institute (TNI) sur la pandémie de COVID-19

Cette crise sanitaire pandémique met en lumière les injustices de l'ordre économique mondial. Elle doit être un tournant vers la création de systèmes, de structures et de politiques qui puissent toujours protéger les personnes marginalisées et permettre à chacun de vivre dans la dignité.

L'analyse ci-dessous est le résultat d'une discussion collective menée par l'équipe du TNI sur les nombreuses dimensions de la pandémie COVID-19 en s'appuyant sur la sagesse de nombreux alliés et amis. Nous espérons qu'elle permettra de relier certains des points de cette urgence sanitaire complexe et toujours en cours et de soutenir les mouvements qui luttent pour protéger les plus marginalisés et pour construire un monde plus juste.

Cette crise sanitaire pandémique a un impact sur un monde déjà en crise. Elle aura un impact disproportionné sur les plus vulnérables de notre société et en particulier dans les pays du Sud si nous ne nous mobilisons pas et n'exigeons pas une réponse juste à la pandémie.



C'est un signal d'alarme sur le fait que le système économique capitaliste actuel n'est pas apte à protéger notre santé en tant qu'individus ou en tant que sociétés. Nous devons tirer les leçons qui s'imposent pour vaincre le COVID-19, faire face aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés - de l'accélération des inégalités à la crise climatique - et construire la société juste et durable que nous souhaitons tous.

Priorités immédiates : protéger les personnes rendues vulnérables par l'ordre économique mondial

La pandémie se développe dans un monde profondément inégalitaire et déjà confronté à une crise sociale et environnementale multidimensionnelle. Des milliards de personnes sont déjà dans des conditions très précaires en raison de l'économie mondiale injuste et n'ont donc ni la bonne santé ni les possibilités économiques pour faire face au virus ou aux perturbations économiques et sociales plus larges qui en résultent. Pour la majorité des habitants des pays du Sud, cette pandémie risque d'être particulièrement dévastatrice compte tenu des séquelles du colonialisme, des décennies d'endettement et d'ajustement structurel et des relations commerciales injustes. Cet héritage a laissé les systèmes de santé et les systèmes sociaux considérablement sous-financés, affaiblis et privatisés et encore moins équipés que les systèmes de santé surchargés du Nord pour faire face à une pandémie. Nous devons donc nous battre pour que toutes les politiques publiques actuelles visent à soutenir les plus vulnérables et les plus marginalisés plutôt qu'à récompenser davantage les riches et les puissants.

Il pourrait s'agir de mesures immédiates telles que :

Renflouer ceux qui perdent leur emploi et leurs revenus plutôt que de renflouer l'industrie.

Reprendre des hôtels, des hôpitaux privés, des entreprises qui fournissent des services de luxe et les mettre au service de besoins sociaux cruciaux.

Empêcher les géants de l'industrie pharmaceutique de profiter des médicaments et des équipements médicaux nécessaires pendant la pandémie.

Conditionner tout soutien aux entreprises à l'amélioration des conditions de travail, des pratiques, des droits du travail, des pratiques environnementales, à une participation accrue des travailleurs et à l'action en faveur du climat.

Donner la priorité de l'aide publique et des services de santé aux sans-abri et aux communautés marginalisées, en particulier les communautés qui ont longtemps subi la criminalisation et l'exclusion, comme les toxicomanes, les travailleur·ses du sexe et les migrants sans papiers.

Des salaires de subsistance dignes pour tous ceux qui sont en première ligne pour répondre à la crise – travailleur·ses de la santé, soignant·es, agents sanitaires, agents d'entretien et paysans/agriculteurs, travailleurs agricoles, pêcheurs qui continuent à produire notre nourriture.

Rediriger les ressources des dépenses militaires et des subventions aux entreprises vers la satisfaction des besoins sociaux et de santé publique cruciaux.

Le soutien aux systèmes alimentaires locaux et territoriaux basés sur la garantie d'accès à la terre, les pratiques agroécologiques, la souveraineté alimentaire et la production d'aliments sains.

Mettre fin à la détention et à la criminalisation des réfugiés et à la militarisation des frontières, en axant les contrôles aux frontières sur les besoins de santé publique plutôt que sur la répression.

Mesures d'urgence pour protéger la santé et les droits humains des populations vulnérables, notamment les réfugiés, les travailleurs migrants bloqués et les personnes déplacées à l'intérieur des pays.

Soutenir les petites entreprises qui luttent pour survivre à cause de la crise plutôt que les grandes sociétés de plate-forme comme Amazon qui en profitent déjà.

Amnistie urgente des prisonniers politiques et des délinquants non violents, dont les personnes accusées de trafic de substances illicites, afin de réduire les effets désastreux du virus sur les populations carcérales.

À l'échelle mondiale, cela devrait inclure, entre autres :

Mettre fin à toutes les sanctions économiques qui touchent de manière disproportionnée les populations pauvres dans des pays comme l'Iran et le Venezuela.

L'annulation de la dette afin que les pays puissent réorienter leurs ressources vers la lutte contre la crise sanitaire.

L'augmentation de l'aide (dons plutôt que prêts et sans conditionnalités néolibérales) pour les pays du Sud en première ligne de la pandémie.

Suspension des ISDS (mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États) et d'autres mesures commerciales injustes qui imposent une charge financière et sapent la capacité des pays à donner la priorité aux besoins publics.

Interdiction des brevets et des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins/médicaments.

La crise met en évidence les défaillances et les injustices du système capitaliste mondial

Le COVID-19 a révélé les vulnérabilités et les injustices massives du système capitaliste mondial. Il est essentiel que nous les comprenions afin de prévenir de futures pandémies et d'apprendre comment nous pouvons faire face à d'autres crises futures, telles que la crise climatique.

Le COVID-19 révèle :

un monde dangereusement inégalitaire où des millions de personnes sont rendues particulièrement vulnérables en raison de leur classe, de leur race ou de leur sexe et un ordre économique mondial injuste où les pays du Sud sont mal préparés à faire face aux pandémies.

une agriculture industrielle capitaliste dont les pratiques, notamment les atteintes toujours plus nombreuses aux forêts et autres écosystèmes vulnérables, ont entraîné l'arrivée d'agents pathogènes toujours plus dangereux dans les milieux humains.

une chaîne d'approvisionnement mondiale fondée sur la maximisation des profits des entreprises plutôt que sur la garantie d'une fourniture sûre et résiliente de biens essentiels.

un filet de sécurité sociale très faible et déchiqueté, incapable de soutenir ceux qui, comme les personnes handicapées, sont touchés par les perturbations de la pandémie.

une crise de la précarité, car des milliards de personnes sans travail décent ou formel, par exemple dans l'économie des petits boulots au Nord et dans l'économie informelle au Sud, se retrouvent sans revenu et presque sans filet de sécurité, lorsque les clients disparaissent.

une crise des sans-abris, où des millions de personnes sont menacées de perdre leurs services et sont en danger en raison de problèmes de santé chroniques.

un système de santé qui a été systématiquement affaibli par l'austérité et la privatisation, où la santé n'est pas accessible à tous et où les travailleur·ses sont genré·es et racialisé·es.

une industrie pharmaceutique qui, poussée par l'appât du gain, n'a pas suffisamment investi dans les vaccins et les médicaments pour traiter et prévenir les virus.

un isolement social causé par le néolibéralisme qui signifie que de nombreuses personnes font face à cette pandémie seules et sans les systèmes d'aide sociale existants.

Nous devons être vigilants face aux forces réactionnaires qui chercheront à tirer profit de cette crise.

Toute crise voit des forces chercher à en tirer profit - et nous devons être vigilants pour les dénoncer et empêcher qu'elles ne capitalisent sur cette crise sociale.

En particulier, nous devons nous opposer aux entreprises qui cherchent à en tirer profit, comme les géants pharmaceutiques et les prestataires de services de santé privés.

Nous devons également nous opposer aux racistes et aux politiciens réactionnaires qui profitent de cette occasion pour blâmer les Chinois, les migrants et les autres minorités ethniques et pour mettre en œuvre des programmes réactionnaires et xénophobes qui privent les gens de leurs droits fondamentaux.



Le COVID-19 révèle : un monde dangereusement inégalitaire où des millions de personnes sont rendues particulièrement vulnérables en raison de leur classe

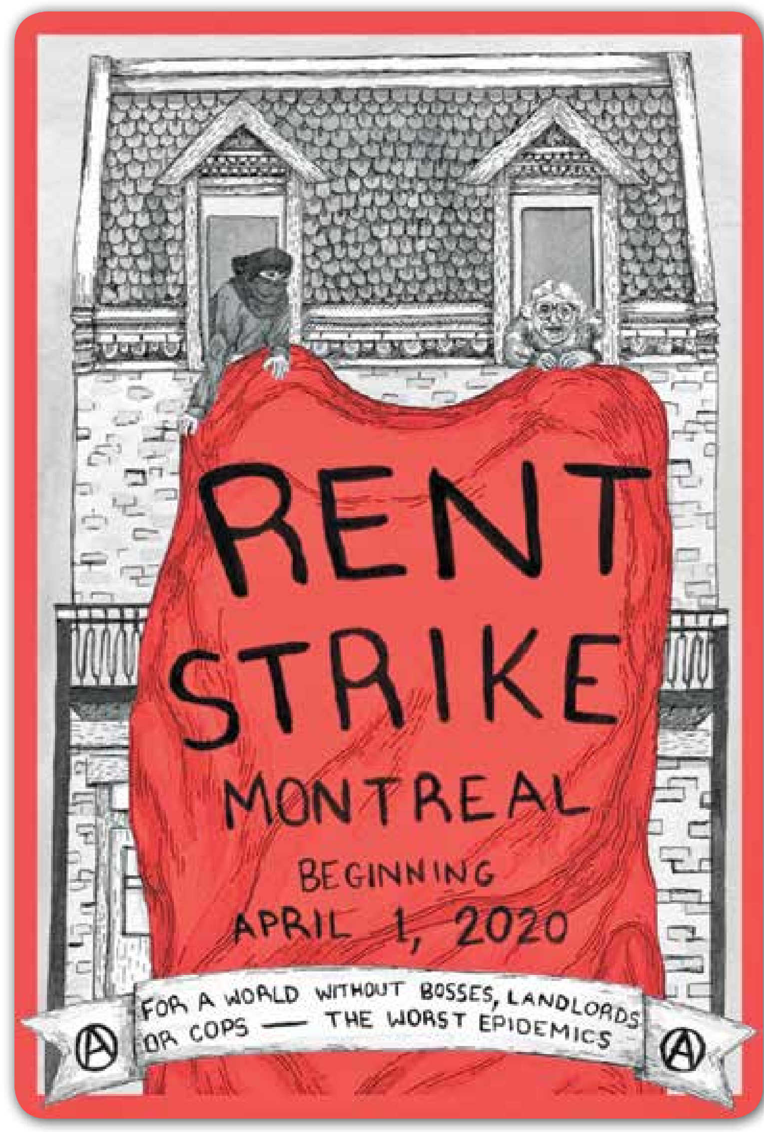
Enfin, nous ne devons pas laisser ce moment normaliser l'utilisation de la surveillance, des actions militaires ou des mesures autoritaires qui sapent la liberté et la démocratie. La surveillance et les restrictions de mouvement doivent être combinées avec des mécanismes de responsabilité démocratique pour évaluer de manière indépendante si elles sont nécessaires et pour s'assurer qu'elles sont abrogées lorsque cela est possible. L'implication militaire doit être strictement sous contrôle médical et de santé publique civile, les ressources et équipements militaires étant détournés pour les besoins de la santé publique. Toute collecte de données personnelles dans un environnement de mesures coercitives sans précédent de l'État devrait être limitée, temporaire et strictement liée aux besoins de santé.

Diverses mesures d'urgence restrictives adoptées actuellement peuvent être appropriées en tant que réponses à court terme à une urgence de santé publique, mais ne doivent pas devenir la nouvelle norme une fois la crise immédiate maîtrisée.

Notre réponse à la crise montre déjà qu'il existe une alternative populaire au néolibéralisme et à l'injustice mondiale

Le COVID-19 montre que le néolibéralisme a conduit beaucoup trop de gens à accepter le dogme selon lequel il n'y a pas d'alternative, nous privant ainsi des outils et des politiques clés nécessaires pour faire face à l'injustice et aux crises systémiques actuelles. Le COVID-19 a montré que des politiques dramatiques sont à la fois nécessaires et

NE RÉPONSE
SSISTE



peuvent être mises en œuvre face à une crise. Le fait que des États aient adopté en quelques heures des politiques dramatiques considérées comme politiquement impossibles montre qu'il est tout à fait possible de faire face à la crise climatique avec des politiques audacieuses et ambitieuses d'ici 2030, comme l'exigent les scientifiques. Elles seront également absolument nécessaires pour protéger les moyens de subsistance des populations face à la crise économique qui résultera de cette pandémie.

Les diverses politiques et pratiques déjà mises en œuvre montrent notre capacité à faire face à la multitude de crises auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui :

La garantie des revenus et des assurances montre que nous pouvons disposer d'un filet de sécurité sociale plus solide.

En mettant un terme aux expulsions et aux coupures de services essentiels, nous montrons comment nous pouvons faire respecter les droits humains fondamentaux à l'eau et aux autres services publics.

L'instruction donnée aux entreprises de produire des respirateurs et les efforts des entrepreneurs, des indépendants et des bricoleurs pour modifier et adapter les technologies existantes afin de sauver des vies, laissent entrevoir la possibilité d'une révolution industrielle verte et de nouveaux régimes de propriété intellectuelle qui créent des technologies et des connaissances pour le bien public, plutôt que pour le profit privé.

La prise de contrôle public temporaire par l'Espagne de prestataires de soins de santé privés démontre que les soins de santé universels et contrôlés par l'État sont à la fois éthiques et rationnels.

La solidarité dont ont fait preuve les médecins chinois et cubains en offrant leur aide aux médecins italiens montre la puissance de la solidarité transnationale par rapport aux efforts de Trump pour obtenir le vaccin pour les seuls US-Américains.

Les fournisseurs d'aliments locaux et agroécologiques et les coopératives de France et d'Espagne qui proposent des livraisons de nourriture solidaires à ceux qui ne peuvent pas quitter leur maison démontrent la capacité des systèmes alimentaires territoriaux à s'adapter et à aider à prendre soin des plus démunis.

Nous devons nous rappeler que malgré l'ampleur et l'impact de cette urgence particulière, il existe de nombreuses crises sanitaires qui ne reçoivent jamais une attention suffisante ou une priorité. La tuberculose tue 1,5 million de personnes par an dans les pays du Sud. Plus de 800 000 personnes meurent chaque année par manque d'eau propre et d'assainissement. Dans le monde entier, au moins 137 femmes sont tuées chaque jour par un membre de leur famille. Nous devons consacrer le même niveau d'engagement à la lutte contre ces crises sociales et de santé publique qui perdurent.

Le COVID-19 montre également que malgré des décennies de néolibéralisme, le sens de la solidarité et de la compassion intrinsèque des peuples est bien vivant. Les millions de personnes dans le monde qui créent des groupes d'entraide, qui trouvent des moyens de soutenir leurs voisins, qui se réunissent en ligne pour faire pression en faveur de politiques publiques pour les plus vulnérables montrent qu'un monde différent est effectivement possible.

Faisons de ce moment et de cette expérience de solidarité une expérience permanente, en créant les systèmes, les structures et les politiques qui peuvent toujours protéger ceux qui sont marginalisés et permettre à chacun de vivre dans la dignité.

Le remède, c'est la solidarité. Le vaccin, c'est la justice.

TNI 26 mars 2020
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 4 mai 2020

Coronavirus: nombreuses coïncidences et deux jungles



Nouvel hôpital de campagne Huoshenshan à Wuhan. Alors que Beijing a réussi à construire un nouvel hôpital en seulement 10 jours, il faudra des semaines au Pentagone pour déplacer un navire-hôpital naval de son port de Virginie jusqu'au port de New York.

Par Alexandra Panaguli

(3ème partie)

La nature prend sa revanche

«L'émergence de nouveaux agents pathogènes avait tendance à se produire dans des endroits où une population dense avait modifié le paysage - en construisant des routes et des mines, en coupant les forêts et en intensifiant l'agriculture. [...] *La Chine n'est pas le seul foyer»*, explique Peter Daszak, l'écologiste des maladies cité plus tôt, qui a analysé environ 500 maladies infectieuses humaines du siècle dernier. Il note que les principales économies émergentes, comme l'Inde, le Nigéria et le Brésil, sont également en grand danger, mais pas seulement elles.

L'abattage des forêts a partout rapproché la faune sauvage de l'homme, de l'Amazonie jusqu'aux forêts du nord-est des États-Unis où il a chassé les «opossums qui contribuent à réguler les populations de tiques» avec pour résultat d'avoir 7 agents pathogènes portés par les tiques au cours des vingt dernières années, causant notamment la fameuse et controversée maladie de Lyme. Une étude menée dans 12 pays a montré que *"les espèces de moustiques vecteurs d'agents pathogènes humains sont deux fois plus nombreuses dans les zones déboisées que dans les forêts restées intactes"*, rapporte Sonia Shah, auteure de «Tracking Contagions: From Cholera to Ebola and Beyond». Cet empiètement a lieu depuis le néolithique, raconte-t-elle, les animaux nous ayant apporté des «cadeaux empoisonnés»: la rougeole et la tuberculose par les vaches, la coqueluche par les porcs et la grippe par les canards.

Il a été démontré que c'est la percée des colons belges dans la jungle centroafricaine à la fin du 19ème siècle qui a mis en contact le singe macaque avec l'être humain, lui passant son lentivirus qui est devenu le VIH à la base du Sida. Une bonne cinquantaine d'années auparavant, au début du 19ème, en plus de forcer les agriculteurs indiens à produire du pavot afin de droguer les Chinois à l'opium, les Anglais *"ont empiété sur l'immense zone humide des Sundarbans au Bengale pour développer la riziculture, exposant les habitants aux bactéries aquatiques* [...] *désormais connues sous le nom de choléra"*, avec la septième pandémie ayant survenu en Haïti en 2010...





Pendant que les Chinois se protègent les uns les autres (ici dans une station de bus), les Etats-Uniens réclament leur liberté individuelle (ici au capitol de l'état de Michigan) et mettent en danger leurs concitoyens.

Maintenant que les êtres humains sont enfermés comme dans des cages et que la vie politique ressemble de plus en plus à un zoo, des animaux sauvages viennent nous regarder: un puma dans les rues centrales de Santiago du Chili, un cerf sika (Cervus nippon) dans les stations de métro désertes de Nara, au Japon, un cerf élaphe (Cervus elaphus) dans Dehradun, capitale de l'état indien d'Uttarakhand, des dindes sauvages à Oakland, en Californie, des chèvres de montagne (Oreamnos americanus) hirsutes dans une ville du Pays de Galles, 150.000 flamants à Mumbai, en Inde, des sangliers à Barcelone, en Espagne et à Haïfa, en Israël, des dauphins dans les canaux de Venise et dans les ports méditerranéens.

« *C'est l'habitat qu'ils avaient autrefois et que nous leur avons enlevé* », explique Marcelo Giagnoni, chef des services agricoles et d'élevage du Chili, qui a aidé la police à capturer le gros chat curieux. Le président du parc national des Calanques de Marseille, Didier Reault, note que la faune sauvage *«récupère son habitat naturel à une vitesse surprenante»*.

Soit dit en passant, avec peu de voitures circulant et des usines fermées, les grandes villes connaissent d'énormes baisses de pollution de l'air avec jusqu'à 30% de dioxyde d'azote en moins. La Chine perd chaque année plus de 1,2 million de personnes à cause de la pollution, et les calculs effectués par Marshall Burke, un scientifique du système Terre à l'Université de Stanford, montrent qu'entre 53.000 et 77.000 vies ont été sauvées dans ce pays grâce à la baisse actuelle de la pollution par rapport à 4.637+ décès par coronavirus.

Réponse tardive

Les États-Unis continuent de marteler la Chine pour avoir retardé la communication de l'épidémie à Wuhan. La Chine a pour la première fois avisé l'OMS le 31 décembre 2019 de *"cas de pneumonie d'étiologie inconnue détectée à Wuhan"*. Lors de leur réunion du Politburo le 7 janvier, deux semaines environ avant les célébrations du Nouvel An lunaire, les principaux dirigeants chinois étaient opposés à toute mesure d'urgence *«qui pourraient gâcher l'ambiance festive et faire paniquer le public»*. Quoi qu'il en soit, à cette date précoce, ils n'avaient qu'une poignée de cas et pas encore de décès (le premier confirmé était le 11 janvier), et les scientifiques n'ont déterminé que ce jour même que le nouveau virus avait effectivement causé la maladie dont souffraient ces patients. Les autorités chinoises ont rapidement vu le danger, et le 20 janvier, Xi Jinping a annoncé la première confirmation que le virus était passé de personne à personne. Le 23 janvier, il a verrouillé plusieurs régions du pays, deux jours avant le nouvel an. Dans des circonstances normales, environ 3 milliards de voyages auraient été effectués dans la ruée de la Fête du Printemps, avec 15 millions de voyages rien qu'à Wuhan.

Quoi qu'il en soit, les responsables du renseignement étatsunien du National Center for Medical Intelligence avaient déjà publié un rapport fin novembre, avertissant qu'un virus prenait racine en Chine, *"selon ABC News. Les analystes avaient conclu qu'il pourrait s'agir d'un événement cataclysmique»*, et le rapport a été montré lors de plusieurs séances d'information à la Maison Blanche, au Conseil de sécurité nationale, à l'état-major conjoint du Pentagone et à la Defense Intelligence Agency.

Au même moment, le 18 novembre 2019, la Commission on Strengthening America's Health Security du Washington Center for Strategic and International Studies a explicitement averti que «les États-Unis doivent soit payer maintenant pour se protéger et se sécuriser, soit attendre la prochaine épidémie et payer un prix beaucoup plus élevé en coûts humains et économiques ».

Nous savions déjà que, lorgnant sa campagne préélectorale, Trump a attendu quelques mois avant d'annoncer ces sombres nouvelles et agir sur la menace du coronavirus, disant même à un certain moment que le mur sur la frontière mexicaine protégera les Etats-Unis contre le coronavirus. Maintenant, nous avons plus de détails. Le 1er janvier, le ministre à la Santé et aux Services sociaux, Alex Azar, ancien président d'Eli Lilly - une grande entreprise pharmaceutique étatsunienne - a appris de Robert Redfield - le directeur du Centers for Disease Control and Prevention (CDC) (celui qui a reconnu que certains cas de grippe pouvaient être des Covid-19) - qu'une «maladie respiratoire inconnue rendait malades les gens de Wuhan». Azar savait ce qu'était une épidémie, ayant occupé la même position lors de la grippe aviaire de 2005. Il a averti Trump le 18 et de nouveau le 30 janvier, mais a été mis à l'écart en tant qu '«alarmiste». Et Trump a continué jusqu'à la fin de février à tenir huit rassemblements préélectoraux avec des milliers de personnes et à jouer six fois au golf.



Fleuve Amazone. Depuis l'arrivée de Bolsonaro – le Trump brésilien – la forêt a perdu 10,000 km2 de janvier à août 2019. L'abattage des forêts partout dans le monde a rapproché la faune sauvage de l'être humain, avec tous ses pathogènes, dangereux pour celui-ci. Photo par Alexandra Panaguli

Le 29 janvier, Peter Navarro, le conseiller commercial de Trump, a sérieusement averti la Maison Blanche que «si le gouvernement ne montait pas une stratégie de confinement agressive pour le coronavirus, celui-ci pourrait tuer plus d'un demi-million d'Etatsuniens et coûter au pays près de 6 milliards de dollars". Moins d'un mois plus tard, le 23 février, il a écrit un deuxième mémo dans lequel il déclarait que *«jusqu'à 100 millions d'Etatsuniens pourraient être infectés par le COVID-19, qui pourrait tuer plus de 2 millions de citoyens étatsuniens»*. À peine quatre jours plus tard, le 27 février, Trump a une nouvelle fois fait les louanges de son administration et a assuré la population que la pandémie était bien maîtrisée, mentionnant le nombre de cas signalés à l'époque: «Lorsque vous avez 15 personnes et ces 15 seront proches de zéro dans quelques jours, c'est un très bon travail que nous avons fait». Trois semaines plus tard, le 20 mars, les 15 personnes étaient devenues ... 15.000, un chiffre probablement bien sous-estimé car les tests étaient minimes.

Le 7 avril (les cas touchant les 400.000 personnes, toujours sous-estimés, avec 13.000 décès), Trump a annoncé qu'il avait «lu quelque chose sur un mémo» et a demandé à Navarro: «Avez-vous fait un mémo?" ajoutant: *«Je n'ai pas cherché, je ne l'ai pas vu, je ne lui ai pas demandé de me le montrer»*. Sa justification pour ses «évaluations roses sur la pandémie» était: «vous devez comprendre, je suis un meneur de claques [cheerleader] *pour ce pays. Je ne veux pas créer de ravages et de choc et tout le reste»*. Après toute cette attention médiatique, Trump a déclaré qu'il n'avait toujours pas lu les mémos de Navarro ...

Le manque de préparation des États-Unis

«Les États-Unis sont le seul grand pays qui ne peut même pas fournir de données à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) parce qu'il est tellement dysfonctionnel», a déclaré Noam Chomsky le 10 avril. Quelques jours auparavant, le 30 mars, le Boston Globe avait écrit, dans un éditorial intitulé *«Un président inapte pour une pandémie»*, que *«des décisions catastrophiques à la Maison Blanche ont condamné le pays le plus riche du monde à une période de souffrances indicibles»*, et que Trump avait *«du sang sur ses mains»*. Afin de détourner l'attention de ses bavures - et en vue des élections présidentielles de novembre - l'administration étatsunienne a alors déclenché une campagne de propagande majeure pour blâmer l'OMS et en particulier la Chine d'avoir retardé leur avertissement et caché des informations.

Au même moment que les Jeux Militaires Mondiaux se déroulaient à Wuhan, le 9e Forum de Xiangshan se tenait à Beijing, les 20-22 octobre 2019, avec des délégations de 76 pays et 23 ministres de la défense, dont le sous-secrétaire adjoint étatsunien à la défense, Chad Sbragia, et le ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu .

L'objectif de la Chine avec ce forum est de réaliser au niveau politique ce que les jeux font au niveau sportif: créer «une plate-forme multilatérale pour le dialogue, les relations militaires à militaires et d'autres formes de coopération en matière de sécurité», en renforçant avant tout la confiance mutuelle. Cependant, cela va totalement à l'encontre de cette administration dont la devise est "America First", dirigée par un narcissique dont le modus vivendi est de blâmer tout le monde pour ses innombrables faux pas, et qui a construit une équipe immergée

suite à la page(16)

Modibo Keita, panafricaniste, socialiste et internationaliste

Par Frantz Latour

Modibo Keïta est né le 4 juin 1915 à Bamako-Coura, un quartier de Bamako, alors capitale du Soudan français. Il est issu d'une famille malinké et musulmane pratiquante. Après avoir fréquenté de 1925 à 1931 l'école primaire de Bamako, il entre en 1931 à l'école primaire supérieure Terrasson de Fougères (actuel lycée Askia Mohamed) et en 1934, il poursuit ses études à l'école normale d'instituteurs, l'École William Ponty de Gorée à Dakar. Ses professeurs le signalèrent déjà comme un bon élément mais aussi comme un « agitateur anti-français à surveiller ». Il sort premier de sa promotion. En 1936, il devient instituteur. Il enseignera d'abord en brousse puis à Bamako, Sikasso et Tombouctou. Il épouse en 1939 Mariam Travélé, qui l'accompagnera dans toutes ses luttes

Très vite, il adhère à plusieurs associations. Il fonde avec Mamadou Konaté, l'« Association des lettrés du Soudan » qui deviendra par la suite le « Foyer du Soudan ». Il s'investit dans les activités culturelles et anime le groupe « Art et Travail ». En 1937, il fonde avec le Voltaïque Ouezzin Coulibaly le « syndicat des enseignants d'Afrique-Occidentale française ». Il devient membre du « Bloc soudanais » créé par Mamadou Konaté. En 1943, il fonde avec son ami Jean Marie Koné la revue *L'Œil de Kénédougou*[2] dans laquelle il critique le pouvoir colonial. En 1948, il est élu conseiller général du Soudan français au titre de la circonscription de Bamako-Kita.



Modibo Keita a soutenu le Viet-Nam en guerre : De gauche à droite : le général Giap, Hô Chi Minh et Modibo Keita.

Le 20 juillet 1960, Modibo Keïta est nommé chef du gouvernement de la Fédération du Mali (qui regroupe le Soudan français et le Sénégal). Après l'éclatement de cette fédération, le 22 septembre 1960, il proclame l'indépendance du Soudan français qui devient la république du Mali. Il en prend la présidence.

Socialiste, il oriente son pays vers une socialisation progressive de l'économie, d'abord de l'agriculture et du commerce avec la création en octobre 1960 de la Société malienne d'importation et d'exportation (SOMIEX) ayant le monopole de l'exportation des produits maliens et de l'importation des produits manufacturés et des biens alimentaires (sucre, thé, lait en poudre…) et de leur distribution à l'intérieur du pays.

Modibo Keita s'est signalé par son internationalisme apportant pleins soutiens aux mouvements de libération nationale. On peut rappeler le soutien matériel du Mali aux combattants algériens du F.L.N en lutte pour leur indépendance. Ce soutien créa d'ailleurs des "frictions" entre le Mali et la France et était un sujet de divergence entre Modibo Keita et L. S. Senghor au sein de la fédération du Mali

Sur le problème du Congo la position de Modibo comme de Nkrumah était de s'opposer aux interventions étrangères. Avec Ben Bella, Nyerere, Nasser, Kenyatta et Sekou Touré il a essayé de sauver la révolution Zaïroise. L'algérien Ben Bella qui évoquait le souvenir de Che Guevara dans les colonnes du Monde diplomatique écrit : « Parallèlement à l'action du "Che", nous menions une autre action pour le sauvetage de la révolution armée de l'Ouest du Zaïre. En accord avec Nyerere, Nasser, Modibo Keita, N'Krumah, Kenyatta et Sekou Touré, l'Algérie apportait sa contribution en envoyant des armes via l'Égypte à travers un véritable pont aérien, tandis que l'Ouganda et le Mali étaient chargés de fournir des cadres militaires.»

Après l'assassinat de Lumumba, en 1960, Modibo Keita apportera son aide à Antoine Gizenga : dès Février 1961, le gouvernement de Bamako reconnaît non seulement le GPRA (Gouvernement provisoire de la révolution algérienne) mais aussi le gouvernement congolais installé à Stanleyville (Kisangani) par Antoine Gizenga.

Outre les nationalistes du Congo et le F.L.N d'Algérie, Modibo Keita apporta son aide aux mouvements de libération en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. IL ne ménagea pas ses efforts pour soutenir les militants anti-apartheid en Afrique du Sud.

Sous la direction de Modibo Keita, le Mali était devenu un haut lieu du nationalisme africain où se rendait la plupart des leaders nationalistes du continent et d'ailleurs. Ainsi entre 1960 et 1967, Modibo Keita reçu, notamment, les visites de : Nelson Mandela de l'Afrique du sud, Ben Bellah et Abdel Aziz Bouteflika d'Algérie, Gamal Abdel Nasser d'Egypte, Antoine Gizenga du Congo, Le maréchal Tito de la Yougoslavie, Chou En-Lai de la Chine, et aussi, la plupart des dirigeants de la Swapo du Sud-ouest africain (Namibie), des Mouvements de Libération d'Angola, du Mozambique, du Cap-Vert ou de la Guinée-Bissau.

Modibo Keita se trouva confronté aux menées déstabilisantes de la France et de ses fantoches africains. La création du franc malien en 1962 et les difficultés d'approvisionnement entraînèrent une inflation importante assortie d'un mécontentement dans la population. Le 19 novembre 1968, le lieutenant Moussa Traoré organisa un coup d'État et renversa Modibo Keïta qu'il emprisonna. Modibo Keïta mourra en détention à Bamako le 16 mai 1977 à l'âge de 61 ans dans des circonstances suspectes. Il a peut-être été empoisonné.

Sources :

Lisapo Ya Kama. *Modibo Keita, le premier président du Mali*.. Histoire africaine.

Farida Dawkins. Mali's first president, Modibo Keita, died a prisoner on this day in 1977. Face Africa.

Cheick Oumar Diarrah. *Le Mali de Modibo Keita*. Collection 'Points de vue'. 29 Décembre, 2006

La mémoire au service des luttes : Bob Marley

Par FUIQP & Alain Saint-Victor

Il y a 39 ans, le 11 mai 1981, Robert Nesta Marley plus connu sous le nom de Bob Marley décédait. Né le 6 février 1945 près de Nine Miles en Jamaïque, Bob Marley est un métis d'une mère afro-caribéenne, Cedella Booker (elle-même chanteuse) et d'un père blanc, Norval Sinclair Marley, d'origine anglaise né en Jamaïque. Il grandit dans la pauvreté et arrête sa scolarité à 14 ans. Il gagne alors sa vie comme soudeur et consacre ses loisirs à la musique.

Il commence sa carrière musicale en chantant des cantiques et des succès de soul états-uniens qu'il entend à la radio. Il faut attendre 1964 pour qu'un premier titre (Simmer Down) devienne un tube en Jamaïque avec 80 000 ventes. Ses chansons s'adressent à la jeunesse des ghettos et sont centrées sur l'espoir. Pour se libérer de l'emprise des producteurs, il fonde alors avec Peter Tosh et Bunny Livingston le label indépendant Wail'n Soul'm. C'est à ce moment qu'il se rapproche du mouvement rastafari.

La pauvreté le pousse néanmoins à rejoindre sa mère qui est installée aux Etats-Unis. Il travaille alors comme ouvrier dans l'automobile. C'est le reggae qui va lui ouvrir les portes du succès avec son premier succès international « No Woman No Cry » où il



console une femme victime de la violence des ghettos. Les succès ne cesseront plus. Il meurt après une longue maladie à l'hôpital de Miami. Il a tenu à se faire enterrer en Jamaïque où des centaines de milliers de personnes participent à ses funérailles.

Malgré sa courte vie (il est mot à 36 ans), Bob Marley connait un succès mondial et la musique reggae a une influence culturelle planétaire. Plus de 200 millions de disques ont été vendus

Sa musique et les paroles de ses chansons expriment la fierté d'être noir après des siècles d'esclavage (Slave Driver, Redemption Song), la condamnation des horreurs du colonialisme (Music Lesson, Crazy Baldhead), le combat contre l'exploitation économique (Revolution), l'appel à l'autodéfense (I Shot the Sheriff), la déformation de l'histoire par les dominants (Zion Train, Music Lesson). Pour toutes ces raisons il est des nôtres.

Quelques citations de Bob Marley :

Ne vis pas pour que ta présence se remarque, mais pour que ton absence se ressente.

Je crois en la liberté pour tout le monde pas seulement pour l'homme noir.

L'argent ne peut pas acheter la vie.

Émancipez-vous de l'esclavage mental. Personne d'autre que nous ne peut libérer nos esprits.

Tu ne sais à quel point tu es fort jusqu'au jour où être fort reste la seule option.

Repose en paix frère et camarade.

Texte : FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

Coronavirus et crise du capitalisme

Par Alain Philoctète

Faut-il rappeler, encore, aux uns et aux autres, que le capitalisme est manifestement dans une crise finale? Qu'il ne s'agit pas d'une crise d'accumulation comme ce fut le cas dans les années 1970? En effet, depuis 1970, la crise structurelle du système capitaliste, impulsée par la troisième révolution industrielle (informatique et électronique) a modifié la contradiction interne de la logique du Capital. Rappelons que le fondement de la production de richesse abstraite, générée par le travail, engendre en même temps sa tendance à expulser la force de travail des procès de production et confirme les limites objectives du capitalisme, en ce qui a trait à son développement historique.

En fait, comme les nouvelles technologies permettent de réaliser plus d'économie de travail que les marchés ne pourraient en créer dans leur croissance, le cœur de l'économie capitaliste, la production de valeur, a donc entamé un processus d'affaiblissement mondial. Il en résulte la diminution de la production de valeur. Dès lors, un ensemble de mécanismes vont être appliqué pour en quelques sortes compenser les faibles profits de la production capitaliste par des revenus tirés du marché financier. Autrement dit, l'extension de la «macrostructure financière» est au fonds le résultat de la crise structurelle. Pour cause, l'intérêt réalisé par la fictionnalisation[1] de la richesse vise à conserver tant bien que mal le flux circulatoire du capital global.

Attention, quand nous disons crise terminale cela ne signifie pas que le capitalisme s'effondrera dans les années à venir. Mais, que toutes les caractéristiques de la crise du capitalisme tardif, rongé par ses contradictions internes, laissent voir des éléments structurels de la crise finale. Par exemple, il est de plus en plus difficile au capital de se valoriser; la transformation du travail vivant en valeur se fait de moins en moins; la circulation des marchandises est bloquée partout dans le monde. En ce sens, il est fondamental de mettre en avant la théorie et l'analyse de la crise mondiale caractérisée par la recension économique, financière et commerciale ainsi que son rapport avec la conjoncture actuelle induite par la pandémie du coronavirus.

C'est dans ce contexte qu'apparait la pandémie du coronavirus. Celle-ci n'est pas la cause de l'aggravation de la crise, mais plutôt son déclencheur dans le sens qu'elle accélère l'effondrement de l'économie capitaliste. Au-delà de la crise de 2007-2008 qui avait atteint son sommet au niveau des banques «d'importance systémique», la crise actuelle de l'économie réelle était dans la situation où elle avait déjà besoin que l'État y injecte des milliers de milliards de dollars. Se souvient-on que le triomphe du néolibéralisme avait complètement discrédité l'État comme une soupape sociale, une entrave à la compétition entre territoire, sites et métropoles. Autrement dit, ce modèle inscrit dans la dynamique historique du capitalisme orienté sur la concurrence animée par la finance était une stratégie pour distendre la crise du capitalisme. Ce n'est surtout pas un hasard si la pandémie du coronavirus a un impact incalculable sur le système de santé, du fait que les politiques néolibérales avaient privilégié pendant des décennies l'austérité et les coupures budgétaires.

Afin de mieux appréhender la théorie de la crise il faudrait, comme le fait Marx, y faire ressortir la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit présentée dans le volume 3 du Capital. Déjà cette théorie a été esquissée dans les Grundrisse qui attribue la crise à l'origine même de l'économie capitaliste, au déclin absolu du travail vivant et, par conséquent, à la chute non seulement du taux de profit moyen, mais surtout de la masse sociale de survaleur produite. Le capital est la fin en soi d'un mouvement fétichiste de valorisation illimitée à laquelle on peut vraiment tout sacrifier. La « richesse » dans le capitalisme, après sa troisième révolution industrielle, a vu apparaitre le fameux capital fictif qui module le mode de production et de vie capitaliste. Or, la richesse dans le capitalisme ne peut plus exister, aujourd'hui, qu'en consommant une production future de survaleur. Cette dernière, qui ne viendra finalement jamais en grandes proportions, apparaît sous les formes d'une gigantesque collection de dettes tant privées que publiques et de spéculation, qui menacent de s'effondrer

Il semble que, en cas de pandémie prolongée, le système pourrait effectivement s'effondrer du fait de ces contradictions internes croissantes. En effet, l'économie mondiale est en chute libre et la question à l'ordre du jour est de savoir si les récessions à venir seront pires que le puissant marasme de 2008-2009. Cette fois, la crise ayant un caractère universel provient de la chute rapide de la demande, de l'interruption de la production, de la rupture de la chaine d'approvisionnement globale. Celle-ci, pourrait potentiellement provoquer une contraction historique du PIB dans les pays capitalises au niveau mondial. Pour James Bullard président de la Banque de Réserve Fédérale de Saint Louis, il faut s'attendre à une baisse du PIB pouvant atteindre 50% à la fin du deuxième trimestre, par rapport au premier trimestre 2020. Cette situation provoquera une montée extraordinaire du taux de chômage jusqu'à 30% et correspondrait à un recul de 25% de la production économique. En regard à la crise de 1930, qui avait précipité dans l'extrême pauvreté de larges franges de la population Étasunienne, le PIB américain actuel a chuté de 25% au total.

Il me semble que le facteur temps joue un rôle décisif, à savoir la durée de la lutte contre la pandémie. En effet, plus la dynamique de valorisation du capital, particulièrement dans l'industrie productrice de marchandise, sera paralysée plus cette probabilité augmentera ; on pourra s'attendre à une dépression inscrite dans la longue durée. Cette situation rendra économiquement superflue une bonne partie des salariés et pourrait certainement les plonger dans une misère attaquant directement leurs conditions de vie. Dans la mesure où le virus ne disparait pas dans les mois à venir, des millions de travailleurs à travers le monde vont s'inscrire au chômage.

En d'autres termes, la contraction actuelle de l'économie peut être comparée avec la Grande Dépression des années 1930. L'ampleur du ralentissement économique montre que les pronostics sont rendus caducs à un rythme record. Le deuxième trimestre 2020 pourrait être la pire récession aux États-Unis depuis 1947. Il y a un risque de baisse de croissance de 14% par rapport à la même période de l'année précédente. Par ailleurs, la Bank of America anticipe elle-même une baisse de 12%, tandis que Goldman Sachs prévoit une chute catastrophique de 24% dans les trois prochains mois.

Dans les pays de l'Union Européenne (EU) les scénarios de sortie de crise prévoyaient que le PIB reculerait de 1%. Cependant, Bruxelles compare la situation actuelle à celle de 2009. En fait, l'économie Européenne devrait reculer autant en 2020 comme au moment où éclatait la bulle immobilière. Autrement dit, elle serait comparable à la crise qui avait déclenché la crise récurrente de l'euro, à ce moment la production économique était de l'ordre de 4,5%.

En Allemagne, pays phare de l'UE, on prévoit un recul de 20% qui jetterait au chômage plus d'un million de salariés. Cette crise devrait coûter entre 255 à 729 milliards d'euros. Elle se profile déjà et aura donc des conséquences catastrophiques pour les salariés. Par exemple, Volkswagen a mis à pied environ 80 000 salariés à cause de la chute de la demande et des perturbations dans les chaînes de livraison dues à la pandémie du coronavirus. Par exemple, le cas de certains masques chirurgicaux destinés à l'Italie qui ont été captés par la Pologne et la République tchèque, une manière de faire digne d'un banditisme étatique. Ainsi, s'installe entre les États une mentalité de gangster. Les élites du monde entier pompent des milliers de milliards de dollars dans l'économie pour éviter l'effondrement.

Qu'en est-il de la Chine dans le contexte de l'économie mondiale? D'une manière globale, elle en est extrêmement dépendante. Au sein du système capitaliste transnational la reprise en Chine pourrait effectivement assouplir la récession mondiale qui s'en vient. Cependant, le capitalisme chinois affiche un caractère d'État oligarchique et ne saurait jouer le rôle de moteur dans la conjoncture économique mondiale actuelle. Car, la Chine populaire possède elle aussi une dette faramineuse. En effet, la « République populaire » dépend encore très fortement des marchés d'exportation, au-delà des succès incomplets dans l'affermissement de la demande intérieure.

En outre, l'appel au retour au travail prôné par les gouvernements du monde, malgré la pandémie, prouve clairement qu'il s'agit de se sacrifier pour le dieu de l'argent. Il sous-entend une compulsion fétichiste d'une valorisation sans limite du capital. En ce sens, la société capitaliste est effectivement menacée d'effondrement parce qu'elle ne saurait se reproduire socialement que dans la mesure où les processus d'accumulation réussissent. En effet, la production capitaliste d'une société globale de plus en plus économiquement superflue, correspond au résultat de la crise systémique du capital.

Ce qui pourrait, jusqu'à présent, se répercuter sur les salariés de la périphérie, au cours de la concurrence de crise, frappe donc les centres capitalistes de plein fouet. Et ceci, si la lutte contre la pandémie du coronavirus devait s'installer sur le long terme. Cette dite pandémie montre au grand jour les failles du système mondial capitaliste. Cela signifie que nous ne pouvons pas nous permettre de nous protéger contre la dite pandémie dans le cadre des contraintes capitalistes.

N'est-t-on pas en droit d'affirmer que le Baal de l'argent, dans la crise systémique du capitalisme actuel, admet bien volontiers et avec abnégation le sacrifice humain annoncé. Même si des millions de personnes devaient trépasser misérablement, le capital doit inexorablement se renouveler par la valorisation effectuée grâce au travail salarié. La nature, profondément déraisonnable du capitalisme, se présentant comme un culte au dieu de l'argent, en regard à la contrainte de croissance, devient éclatante dans la crise actuelle.

L'état d'exception, induit par la pandémie, semble concrétiser, au moins partiellement, le souhait du capitalisme incitant au sacrifice au sacro-saint Capital. En effet, la difficulté de cohabiter dans l'espace physique à cause du confinement interdit les rencontres entre humains. Paradoxalement, «la distanciation sociale» semble plus aisément acceptable pour la population mondiale et maintenant légitimée en vue du sauvetage d'une société qui a toujours été fondée sur la distanciation. L'abandon de l'espace réel, par les êtres humains confinés et obligés de se réfugier dans le monde virtuel, n'appartiendrait plus qu'aux marchandises.

Au fond la circulation humaine, « sous-produit de la circulation des marchandises », serait finalement devenue superflue, et le monde en entier livré aux « marchandises et leurs passions » (Debord, §168 et §66). Du point de vue de la lutte anticapitaliste, nous pouvons transformer la distanciation sociale en « effet de distanciation » (Verfremdungseffekt) selon un énoncé de Brecht. C'est-à-dire dans le sens d'une rupture avec l'idée de l'autonomisation de la société du spectacle et de ses illusions, dont celle de l'économie capitaliste, axée sur la reproduction insensée et incessante de valeur abstraite en dépit de la vie. Ce que nous offre cette distanciation, en relation à la société capitaliste, est une certaine opportunité de repenser objectivement, de manière critique, les séparations au sein du système et les bornes imposées par celle-ci à la vie quotidienne.

Enfin de compte, il est clair la nécessité d'un mouvement mondial émancipateur face au système capitaliste qui plonge l'humanité dans un processus de destruction tant écologique qu'anthropologique, de barbarie, dont les adulateurs s'animent comme les grands prêtres de son culte de mort. Toute la question est d'encourager les mouvements sociaux et politiques au niveau mondial à trouver des formes de reproduction sociale en-deçà de cette socialisation capitaliste totalitaire. Telle est la voie qu'exige raisonnablement aujourd'hui la lutte qui pourrait être à présent axée sur la formulation d'une réaction au désastre en cours.

5 mai 2020

[1] Le déploiement de capital fictif

« S'il arrive que tu tombes, apprends vite à chevaucher ta chute. Que ta chute devienne ton cheval pour continuer le voyage. »
Frank Étienne

Le parti communiste du Venezuela rejette et condamne l'incursion de mercenaires sur le territoire vénézuélien



Le Parti communiste du Venezuela rejette et condamne le nouvel acte d'agression que l'impérialisme américain et la droite apatride ont exécuté ce dimanche matin, 3 mai, contre le Venezuela, qui a tenté une incursion sur le territoire vénézuélien par les côtes de l'État de La Guaira via des commandos terroristes de mercenaires armés ayant été neutralisés par les services de sécurité de l'État.

Cette action a été menée dans le cadre de la guerre non conventionnelle et du plan d'agression à multiples facettes de l'impérialisme américain et européen mené contre le Venezuela. Il est démontré, une fois de plus, que le gouvernement des États-Unis, avec la complicité du gouvernement narco-paramilitaire et terroriste d'Iván Duque en Colombie, continue à élaborer des actions déstabilisatrices dans le but de produire une image de violence sur le territoire vénézuélien.

Il est temps d'unir toutes les forces patriotiques et anti-impérialistes vénézuéliennes. À cette fin, il est essentiel de renforcer le rôle de la classe ouvrière et du peuple travailleur des villes et des campagnes dans la direction du processus politique vénézuélien et dans la satisfaction de leurs justes revendications.

Notre peuple tout entier doit être en alerte maximale pour élargir et approfondir son intelligence collective et de masse afin que toute tentative d'agression impérialiste puisse être dévoilée et démantelée à temps et que la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale puissent être défendues en conséquence.

En cette heure de nouvelles agressions de l'impérialisme et de ses laquais extérieurs et intérieurs, la solidarité internationale qui a toujours été apportée par les peuples du monde et leurs organisations démocratiques, progressistes, populaires et révolutionnaires, en particulier les Partis communistes et ouvriers, doit redoubler d'efforts pour rejeter l'ingérence américaine et, en même temps, pour exiger la levée des mesures coercitives unilatérales et mettre fin au blocus criminel contre le Venezuela.

Renforçons la solidarité et construisons un puissant front anti-impérialiste mondial pour résister et vaincre l'agression de l'impérialisme américain et de ses alliés européens contre les peuples du monde.

Nous avons la certitude que le Venezuela résistera et vaincra face à toutes les agressions impérialistes !

Bureau politique du Comité Central
Parti communiste du Venezuela
Caracas, le 3 mai 2020

Solidarité Internationale
4 MAI 2020

Suite de la page (7)

un bristol posé sur leur table qui dit, par exemple : ministère du commerce). Il y a aussi un étrange équipage de Vénézuéliens très bruyants, le plus âgé va embrasser Martelly. Il est un ambassadeur de la Loteria Nacional. Il veut en implanter une branche en Haïti, « ce serait un merveilleux marché », explique son fils dans un anglais d'Amérique. On n'en croit pas ses yeux. Tandis qu'Haïti bruisse d'une catastrophe nommée Petrocaribe, l'ancien président embrasse publiquement un Vénézuélien qui veut implanter une nouvelle borlette sur une île dont la seule industrie viable semble justement être la borlette.

Tout est transparent. Rien n'est caché. Michel Martelly accepte volontiers de me parler. Il se plaint du « système » qu'il a dû affronter, « un système qui vit de la misère et que la rue tente aujourd'hui de déloger, si on continue on va y arriver. » C'est à n'y rien comprendre. Martelly parle comme quelqu'un qui n'aurait pas été président, qui ne jouerait pas ce soir devant l'élite économique et politique de son pays, il parle comme un type tombé là par hasard, comme une petite marchande de La Saline, comme un homme-bête de somme de Carrefour-Feuille, comme un pêcheur des Abricots, comme une cultivatrice de café près du Cap, il parle comme s'il n'y était pour rien, comme un type irresponsable de tout. Le seul bilan de son grand œuvre ? « Se pa fòt mwen. »

On peut tout lui dire, il s'en fout pas mal. Il montrait son cul même lorsqu'il était président : « Oui, je gagne mon argent en montrant mon cul, mais comme politique j'étais sérieux ». La rue depuis trois mois lui demande des comptes pour les milliards de dollars volatilisés : « Ils peuvent bien parler de Martelly et de Petrocaribe, ils n'ont pas une once de preuve. » On essaie de se mettre à sa place, un homme qui a été l'une des stars les plus célébrées de son pays, un ancien chef d'État qui chante le « Métèque », sa gueule de juif errant, de pâtre grec, dans un petit club de Pétion-Ville. Devant ceux qui ne le lâcheront jamais, devant cette aristocratie endogame, devant ces puissances fébriles qui sentent que quelque chose se passe, mais ne veulent encore y croire.

On essaie de se mettre à la place de Martelly. Avoir dérouté à tel point son destin de « vagabond » (c'est lui qui utilise le mot), avoir discuté avec Barack Obama, pour en arriver là. Le pays lòk. La dévaluation sans précédent de la gourde. La malnutrition et la misère à des sommets dans son pays. Les gangs qui gèrent leurs affaires sans économiser les balles perdues. Et rien, rien, même plus de tôles rouges, des engins de chantier que certains de son clan veulent encore revendre à l'Île à Vache ; ils ne tondent pas seulement la laine sur le dos de leur peuple, ils se repaissent des derniers poux et des ultimes tics parce qu'il ne reste plus rien d'autre et qu'il faut bien manger. Inutile de chercher à se mettre à la place de Martelly. Il est insignifiant. Il est le résultat le plus probant d'une dislocation des élites, il n'est que le bout de la chaîne des irresponsabilités, il est un clown duvaliériste, le bouffon des puissants.

« Si vous me dites que, parce qu'il y a de la misère, on ne devrait plus s'amuser, je vous dis carrément que vous avez tort. Quand j'étais président, j'ai lancé deux carnavals, pas parce que j'étais fou, mais parce que c'était bon pour le business. La misère ne se vend pas. Il faut changer l'image du pays. Il faut aussi changer les gens, certains préfèrent avec l'argent de la diaspora fumer un petit joint de cannabis plutôt que d'envoyer leurs enfants à l'école. » Micky retourne à son double clavier qu'il fait la plupart du temps semblant de toucher, il reprend des morceaux en anglais : « Stand By Me », « Many Rivers to Cross », des chants de bravoure, de résilience, de chute chevauchée. À ce moment précis, il semble heureux.



« Je suis allé visiter les Archives nationales à Poste Marchand. » Photo: Arnaud Robert

Pourquoi veulent-ils de ce pouvoir-là ? Pourquoi désirent-ils tous être présidents de ce pays ? Pourquoi aspirent-ils encore à cette fonction sans gloire et sans palais ? J'ai vécu il y a quelques jours à Port-au-Prince une scène qui m'a rappelé trait pour trait une scène que j'avais déjà vécue il y a presque dix ans. Quelques mois après le séisme, je m'étais rendu dans les ailes délabrées du Palais national, j'avais arpenté les salles anciennes, enjambé les bris de verre et les gravats, je m'étais souvenu de ces lieux intacts, du premier président haïtien que j'avais rencontré là en 2003, le président Aristide – il m'avait terrorisé de son œil malade quelques jours seulement après qu'il fut condamné à vider le plancher.

Au fond d'un couloir encore intact, de cette bâtisse meringuée qui s'était effondrée comme une tourte, à côté d'un piano blanc qui avait été acheté pour le concert du pianiste cubain Bebo Valdès, je suis entré dans une pièce dont le sol était recouvert de courriers. Je me suis baissé, j'ai balayé d'une main la poussière qui mangeait tout, et j'ai saisi une lettre adressée au président Préval. On aurait dit une pièce archéologique, elle ne datait que de quelques années ; un séisme avait passé sur elle. Un jeune homme dans un français créolisé suppliait le président de lui offrir une bourse pour quitter le pays ; je me souviens en particulier d'une formule : « Je suis fatigué de la vie grangou ». La lettre était pleine de respect pour la fonction, pour l'inatteignable destinataire, pour cette promesse infinie de délivrance. Le président est Dieu, il est le miracle, il est la borlette.

Il y a quelques jours, tandis qu'on s'apprêtait à commémorer la terre qui a tremblé, je suis allé visiter les Archives nationales à Poste Marchand. J'y ai rencontré des fonctionnaires dévoués. On m'a dit que, si aucun président n'avait jamais consenti au moindre investissement pour ce service, c'est que les archives conserveraient aussi la mémoire de leurs malversations et qu'ils n'y trouvaient pas d'intérêt particulier. Nous sommes montés à l'étage. Dans un entrepôt surchauffé, presque une grange où flottent encore des bâches d'USAID, on trouve des livres d'État civil qui datent d'avant l'indépendance, du jour de l'indépendance. Un matin, les registres sont datés avec le calendrier révolutionnaire, 9 Nivôse de l'an XII. Le lendemain, on est en janvier 1804. C'est la même plume qui gratte le papier, le même fonctionnaire, rien n'a changé, c'est un pays neuf.

Si aucun président n'avait jamais consenti au moindre investissement pour ce service, c'est que les archives conserveraient aussi la mémoire de leurs malversations

« Celui qui craint la poussière ne pénètre pas ici », avertit le directeur de l'institution. Il vous déconseille gentiment, après avoir touché les documents, de porter votre main à la bouche par crainte des « champignons ». Le sol est jonché de documents historiques, les livres partent en miettes, des cartons, entassés comme des carcasses d'animaux, sont estampillés : Ministère de l'Intérieur – 1850 ou Intérieur – 1880. Au fond d'un galetas, ils ont rempli des sacs de riz avec les archives des Forces armées d'Haïti, on dirait une barricade qui ne protège plus de rien. Par terre, les six archivistes diplômés de cette nation ont vidé des sacs pour en scruter le contenu. Ce sont des lettres qui n'ont jamais été ouvertes, toutes adressées par des Haïtiens de l'extérieur au Général Raould Cedras, Commandant en chef des Forces Armées d'Haïti, Grand Quartier Général des Forces Armées d'Haïti, Rue Geffrard, Port-au-Prince, Haïti. Elles datent toutes de 1994, ce sont les lettres de février et mars, il y en a des dizaines, on en décachète quelques-unes.

C'est un insoutenable lamento. La demande urgente de libérer des citoyens incarcérés, de faire le jour sur des exécutions extrajudiciaires, des assassinats, des disparitions ; les signataires écrivent à la main le nom des victimes, leurs proches, qu'ils ne verront plus ; espèrent-ils encore, pourquoi s'en remettent-ils au président qui est lui-même responsable de leur malheur ? C'est qu'ils croient encore à la grâce du Tout-Puissant, au pouce levé de l'empereur, à cette violence implacable qui peut à tout instant, par caprice, par fatigue, renoncer à s'exercer. En Haïti, le chef d'État n'est pas le garant de l'institution, le dépositaire du pouvoir limité qu'on lui remet provisoirement, il est le grand magicien. Il est Saturne, le dieu vorace. Un papa cannibale.

Il y aurait mille millions de choses à dire au moment où l'on se souvient des dix ans qui viennent de s'écouler, mille faillites collectives, la chute sans fin du monde du développement, l'ONU des viols et des épidémies, les promesses non tenues, la laideur du secours qui a succédé à l'horreur du tremblement, toutes les bonnes volontés qui sont ici multiples et se sont peu à peu épuisées dans le tumulte des intérêts singuliers. Mais au fond, je pense d'abord à ces lettres au président, dix ans d'écart, que personne n'a jamais songé à ouvrir. Ces bouteilles à la mer qui concentrent le désir irrépressible de justice, l'absence totale de corps intermédiaires, de corps même dans cet État, mais aussi l'étonnante capacité que les dirigeants ont ici à ne jamais rendre de compte.

Depuis dix ans, j'ai vu Jean-Claude Duvalier revenir au pays, la nuque figée par une vie de grand froid, et manger dans un restaurant de Pétion-Ville non loin de la femme d'une de ses victimes. J'ai vu une école de droit l'accueillir comme le libérateur. J'ai vu un autre président retourner chez lui et s'y calfeutrer, tout en restant l'ombre qui plane sur toute politique haïtienne. J'ai vu des tribunaux renoncer à juger des dictateurs, des arrêtés parodiques, des dénis de droit, j'ai vu les victimes défiler dans une cour si mal en point qu'un mauvais coup de vent la ferait s'envoler. J'ai vu que, jamais, Raoul Cedras depuis son exil panaméen ne devrait expliquer pourquoi ces lettres n'ont pas été ouvertes. J'ai vu un ancien président chanter « Bandit Légal » sans que personne ne songe à lui expliquer à quel point l'oxymore au cœur de son tube est le vrai problème d'Haïti. Un pays de politiciens impunis.

Et puis, presque chaque jour, dans cette ville qui n'avance plus, dans ces embouteillages qui asphyxient et les êtres et l'économie, j'ai vu surgir le cortège interminable du président actuel. On dira que c'est anecdotique. Mais il faut décrire cela. Sur Juvénat, vers 17h, on se croirait dans une file d'affamés qui attendent leur pitance, rien ne bouge, dans les deux sens, et puis soudain on perçoit le vacarme effarant des sirènes, on s'écarte comme on peut en vitesse, pour laisser un passage intérieur aux vingt, trente véhicules du président, les vitres teintées, les armes qui débordent des voitures-escortes. Il est écrit partout, sur les plaques minéralogiques : Service de l'État – c'est la chose la plus drôle de ce texte.

Derrière le cortège, les 4X4 privés les plus hardis se précipitent pour profiter aussi de la voie accélérée ouverte par la force. Le président, c'est Moïse. Littéralement. Il ouvre en deux la mer des machines qui se referme vite derrière lui. Ce n'est pas anecdotique. Cette scène se reproduit tous les jours pour tous les habitants de la capitale, toutes ces voitures au service de l'État qui non seulement ne rendent aucun service, mais échappe par la violence du pouvoir absolu au plus sûr des cancers haïtiens : l'impossibilité physique de se rendre sans encombre d'un point A à un point B.

Je comprends pourquoi Jovenel Moïse reste au pouvoir. Même s'il a démontré sa nullité en toutes choses et sa capacité à n'être jamais à la hauteur de rien. Il possède des gyrophares et des plaques minéralogiques qui lui permettent de rentrer chez lui à toute berzingue.

Voilà pourquoi les Haïtiens veulent être présidents.

*Arnaud Robert est un journaliste et réalisateur suisse. Il travaille sur Haïti depuis 2003. Avec le photographe Paolo Woods, il a publié une enquête dans Le Monde sur les nantis d'Haïti mais aussi le livre « État ». Avec le réalisateur Ian Jaquier, il a signé le documentaire « Bondye Bon » sur les conflits de religion. Il a aussi publié en recueil ses chroniques du Nouvelliste, « Journal d'un Blanc ».

Arnaud Robert

Photos: Georges Harry Rouzier

Ayibopost 9 janvier 2020
Elsie News (Siel) 9 Mai 2020

Obituary: Anne Clotilde Etienne June 3rd, 1927 - April 28th, 2020



Anne Clotilde Etienne, affectionately known as Granni Bobo, was born in Dajabon, Dominican Republic on June 3rd, 1927 to Apollon Etienne and Cleanta Etienne. Shortly after, she moved to Cap-Haitien, Haiti in 1935 at the age of 8. She studied and became a grammar-school teacher, always loving to impart knowledge on children. She later married Jean Borest Volmar and bore him 8 children, but really, she served as a loving mother to many more.

Granni Bobo was the most loving and forgiving woman. In remembering her actions and demeanor, no one can remember her ever speaking ill of anyone. Instead, she was calm, gentle and warm. She was especially known for her patience. Granni was always willing to lend empathetic ears and helping hands to anyone in need. Her warm words always offered comfort. Her children recount rarely being punished while growing up; instead, she always used the deepest love to teach them right from wrong. If she did punish them, it was done in loving manner and the discomfort would be quickly forgotten. Even today, her children happily recount that she served as their mother, protector, confidant and best friend.

To her grandchildren, she was Granni Bobo, manmie, grandma, friend, protector, and accomplice. At one point or another, she babysat most if not all of her grandchildren. She saved many of her grandchildren from receiving countless punishments and persuaded her children to forgive us, spare the rod and spoil the child. When she was around, punishments would be lessened, games would be played, secrets would be shared, and joy and laughter would spread amongst all. Last but not least, Granni was known for sneaking a teaspoon of her extra sweet coffee to her grandchildren so as to share all that she had with us. She made sure that we all knew we were loved by her; so much so, that all of her grandchildren think we were her favorite.

While there are many good people on this earth, our matriarch was truly a rare gem of a woman. On April 28th at 1:30 pm, in Ocala Florida, she left this world. While we have to accept that she is gone from this world, her endless love, quiet acceptance, soothing presence and gentle sense of humor will forever be with us and will continue to guide us as we strive to be half as wonderful as she was. Anne Clotilde is survived by her children, grandchildren, great grandchildren, nephews, nieces, and friends: Volmar, Demetrius, Coissy-Romain, Volmar-Rowe, Volmar-Virobyan, Joseph, Ellis, Adrien, Bernard, Etienne, Jean, Lamour, Cherenfant, Jeannot, Jean Baptiste, Pierre, Andrieux and Bonny.
A live streamed service will be held on Friday May 15, 2020 at Robert of Ocala Funeral Home from 10:00 am to 1:00 pm

Suite de la page (12)

dans la mentalité de la guerre froide et le rejet de la science.

Quelques faits. Kishore Mahbubani, ancien diplomate singapourien et président du Conseil de sécurité des Nations Unies, a résumé la différence: «Les 6 milliards de personnes en dehors des États-Unis et de la Chine sont véritablement choquées de voir le contraste frappant entre les réponses compétentes de la Chine et les réponses incompétentes des Etats-Unis". Le correspondant de la BBC à New York, Nick Bryant, a observé: *«Alors que Beijing a réussi à construire un nouvel hôpital en seulement 10 jours, il faudra des semaines au Pentagone pour déplacer un navire-hôpital naval de son port de Virginie jusqu'au port de New York»*.

Au 20 mars, les États-Unis avaient 314 tests de coronavirus par million d'habitants contre 6.148 pour la Corée du Sud, 20 fois plus. *«Un médecin des urgences de New York qui travaillait dans huit hôpitaux différents avait un masque qu'il utilisait depuis une semaine»*, a rapporté la journaliste Adriana Belmonte. *«Il décrivait le défi de faire des intubations et de travailler avec des patients qui sont très, très malades sans s'exposer»*.

Le *Lancet* a publié une lettre ouverte des principaux professionnels de médecine et de la santé publique faisant également l'éloge de la réponse de la Chine, notant que les efforts déployés par *«les scientifiques, les professionnels de la santé publique et les professionnels de la médecine de la Chine...* [étaient] *remarquables»*.

Un citoyen étatsunien de 36 ans qui revenait de Chine a vu «les habitants et les autorités chinoises comprendre la gravité de l'épidémie et prendre des mesures de sécurité. Cela contrastait fortement avec l'attitude blasée de ses collègues aux États-Unis et une expérience désordonnée à l'aéroport international de San Francisco à son retour», où «Ils n'avaient littéralement aucune idée de ce qu'ils faisaient, a-t-il déclaré, ajoutant qu'un responsable de l'aéroport a même admis que puisque les choses avaient dégénéré si rapidement, ils étaient dans le désarroi». "Sur la base de son expérience en Chine et aux États-Unis à mesure que le coronavirus s'est propagé, sa famille envisageait en fait de retourner en Chine car ils s'y sentaient plus en sécurité".

Idem pour Shasta Grant d'Indianapolis, une écrivaine de 44 ans qui est contente de ne pas avoir pu quitter Singapour où elle vit depuis 8 ans: *«C'est très étrange de dire que je me sens plus en sécurité ici que dans mon pays d'origine»*.

Un couple sino-belge récemment rentré a également été étonné par l'insouciance, la désorganisation et l'ignorance qu'ils ont constatées en Belgique, des personnes ne portant pas de masques ni pratiquant la distanciation sociale. Résultat: l'un des taux d'infection par habitant les plus élevés au monde.

Des avertissements encore plus anciens

«Je considère que les probabilités d'une guerre nucléaire au cours de ma vie sont assez faibles. J'évalue les probabilités d'une épidémie généralisée bien pire qu'Ebola au cours de ma vie, à bien plus de 50%». C'était Bill Gates en ... 2015, au moment de l'épidémie d'Ebola en Afrique qui a fait plus de 11.000 morts. À l'époque, il a déclaré qu'aucun autre événement ne lui ferait peur. Il a mentionné la grippe de 1918 qui a fait de 50 à 100 millions de morts, ajoutant que la mobilité est désormais 50 fois plus importante.

«L'épidémie d'Ebola m'a montré que nous ne sommes pas prêts pour une épidémie grave, une épidémie qui serait plus contagieuse et se propagerait plus rapidement qu'Ebola. C'est de loin la chose la plus susceptible de tuer plus de 10 millions de personnes en un an», avait ajouté Gates. Pour nous préparer, «nous n'avons pas besoin d'investir autant que nous faisons pour une préparation militaire. C'est quelque chose où il faudrait moins d'un milliard par an en recherche et développement, surveillance médicale, personnel de secours, formation des militaires pour qu'ils puissent jouer un rôle en termes de logistique. Cela peut être fait, et nous ne recevrons peut-être pas beaucoup plus d'avertissements comme celuici [Ebola] *pour dire, Ok, c'est un investissement assez modeste pour éviter que quelque chose comme, en termes de condition humaine, soit un gigantesque échec»*. À l'époque - 2015 - le ministère étatsunien de la Défense avait un budget de 560 milliards de dollars...

Exactement trois ans plus tard, en mai 2018, Trump a dissous l'Équipe de sécurité sanitaire mondiale, établie au sein du Conseil de sécurité nationale par l'administration Obama en réponse à l'épidémie d'Ebola. Le mois précédent, le nouveau conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, avait limogé Tom Bossert, le conseiller à la sécurité intérieure qui, selon le *Washington Post*, *«avait appelé à une stratégie globale de biodéfense contre les pandémies et les attaques biologiques»*. Pire, en octobre dernier, Trump a mis fin au projet Predict de l'USAID, qui travaillait dans des pays du tiers monde, y compris la Chine, pour essayer de détecter de nouveaux virus qui pourraient se transformer en pandémie anticipée. Ce programme avait formé et soutenu du personnel dans 60 laboratoires étrangers - dont l'Institut de virologie de Wuhan.

Les propositions budgétaires de l'administration Trump appelaient également à des coupes massives dans les Centers for Disease Control and Prevention (CDC), les National Institutes of Health (NIH) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Malgré le manque de préparation et d'équipement pendant la pandémie actuelle de coronavirus, Trump ne regrette rien: «Certaines personnes que nous avons licenciées n'étaient pas utilisées pendant de très nombreuses années. Et si nous avons un besoin, nous pouvons les retrouver très rapidement. Je suis un homme d'affaires. Je n'aime pas avoir des milliers de personnes autour de moi quand je n'en ai pas besoin". Ceci reviendrait à licencier les pompiers quand il n'y a pas d'incendie. En fait, le gouvernement étatsunien a soumis son budget ce 10 février, en pleine pandémie, avec de nouvelles coupes pour le CDC et d'autres agences du domaine de la santé, alors qu'il accorde des subventions à l'industrie des combustibles fossiles.

Cela fait partie du programme néolibéral des quarante dernières années, qui a réduit les secteurs non "productifs" et complètement transformé la santé en entreprise. Et la raison principale pour «aplatir la courbe» maintenant est que l'infrastructure sanitaire a été sévèrement érodée et s'écroulerait face à trop de cas simultanés. Quelques chiffres. En 1980, la France comptait 11 lits d'hôpital par 1000 habitants, il y en a maintenant 6, près de la moitié, et le ministre de la Santé d'Emmanuel Macron proposait encore en septembre de les donner aux «gestionnaires de lits» pour améliorer la productivité. En 1980, l'Italie avait 9 lits pour 1.000 habitants pour les cas graves. Maintenant, ils en ont moins de 3. Même chose aux États-Unis, 8 lits en 1970 contre moins de 3 aujourd'hui. Les économies réalisées seront plus qu'annulées par la perte économique actuelle.

La question du masque dans la plupart des pays occidentaux tient du même "business model" auquel obéit désormais la santé. Garder un stock est coûteux et regrouper la production sur peu d'usines réduit les frais. Ajouté au manque de prévoyance en cas de pandémie cela résulte en une pénurie. À cause de cela – et au fait que la culture accorde une trop grande place à la liberté individuelle au détriment du bien-être collectif – non seulement la plupart des gouvernements occidentaux n'imposent pas le port du masque mais ils vont même jusqu'à le décourager et demander aux particuliers de confectionner bénévolement des masques (et parfois même des blouses médicales) afin d'en faire donation aux hôpitaux qui en manquent. Le port du masque sert surtout à protéger autrui, – garder ses propres gouttelettes le plus près de soi – et donc pour que cela soit efficace il faut que tout le monde en porte, faisant preuve d'intelligence et de solidarité. Ce n'est pas par hasard que les pays d'Extrême-Orient (Chine, Corée du Sud, Japon, Singapour) et ceux d'Europe de l'Est (approvisionnés en équipement médical par la Chine) ont tous des taux d'infection et de décès fort bas, car, habitués à un comportement collectif et à la discipline, ils portent tous des masques.

Ironiquement, les coupures de 80% par Trump il y a deux ans «ont forcé le CDC à annuler ses efforts pour aider les pays à empêcher les menaces de maladies infectieuses de devenir des épidémies dans 39 des 49 pays en 2018. Parmi les pays abandonnés? La Chine".

À peu près à la même époque, lors du sommet sur le paludisme à Londres en avril 2018, Bill Gates réaffirmait sa conviction qu'une maladie à venir pourrait se produire facilement au cours de la prochaine décennie et pourrait tuer 30 millions de personnes en 6 mois. Bien qu'optimiste en général, il a déclaré *«qu'il y a un domaine où le monde ne fait pas beaucoup de progrès, et c'est la préparation à une pandémie»*.

Le 18 octobre 2019, sa Fondation Bill et Melinda Gates, en collaboration avec le Johns Hopkins Center for Health Security et le Forum économique mondial, organisait un exercice de simulation de haut niveau sur une pandémie de coronavirus à New York appelé «Event 201» avec 15 top experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des CDC étatsuniens et chinois et du secteur privé, dont une ancienne directrice adjointe de la CIA, Avril Haines.

Ils ont fait la simulation d'une épidémie d'un nouveau coronavirus zoonotique commençant dans des élevages de porcs au Brésil, transmise des chauves-souris aux porcs aux personnes qui finit par devenir une pandémie grave transmissible en milieu communautaire par des personnes présentant des symptômes bénins. Bien qu'au départ certains pays soient capables de la contrôler, elle continue de se propager et d'être réintroduite, et finalement aucun pays ne peut garder le contrôle. Il n'y a aucune possibilité qu'un vaccin soit disponible la première année. Le scénario se termine au bout de 18 mois, avec 65 millions de morts. La pandémie commence à ralentir en raison du nombre décroissant de personnes sensibles. La pandémie se poursuivra à un certain rythme jusqu'à ce qu'il existe un vaccin efficace ou jusqu'à ce que 80 à 90% de la population mondiale soit exposée. À partir de ce moment, elle deviendrait probablement une maladie endémique de l'enfance.

Le Dr Mike Ryan, directeur exécutif du programme des urgences sanitaires de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré aux participants - et aux 150 observateurs - que l'OMS traite 200 épidémies chaque année. Ce n'était qu'une question de temps avant que l'une d'elles ne devienne une pandémie. «Les problèmes peuvent être des scénarios de simulation aujourd'hui, mais ils pourraient être réels demain. C'est notre nouvelle norme».

Pas demain. Au moment même où ces mots étaient prononcés, le virus du SRAS-CoV-2 se propageait silencieusement en Chine.

Gates a probablement eu ses intuitions par les nombreux scientifiques qui avertissent depuis longtemps que le taux d'émergence de nouvelles maladies infectieuses s'accélère, en particulier dans les pays en développement où de fortes densités de personnes et d'animaux se mêlent et se déplacent de plus en plus.

L'un d'eux n'était autre que l'actuel porte-parole médical de Trump, le Dr Anthony S. Fauci, encore une fois. «Il ne fait aucun doute qu'il y aura un défi pour l'administration à venir dans le domaine des maladies infectieuses», avait-il déclaré dans un discours intitulé «Préparation à une pandémie dans le prochain gouvernement» au Georgetown University Medical Center quelques jours avant l'investiture de Trump le 20 janvier 2017. Chef de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) depuis 1984, il a averti que «Quoi qu'il en soit, l'histoire nous a définitivement dit que [des épidémies] *se produiront. C'est un défi perpétuel. Il ne va pas disparaître. Ce que nous pouvons dire avec une extrême assurance, c'est que nous allons le voir dans les prochaines années»*. C'est arrivé moins de trois ans plus tard.

Et l'une des mesures nécessaires énumérées par Fauci pour se préparer à une épidémie était de créer et de renforcer les systèmes mondiaux de surveillance de la santé, ainsi que les infrastructures de santé publique et de soins de santé. Non seulement les États-Unis ne se sont pas préparés, mais comme nous l'avons mentionné, Trump s'est débarrassé de l'équipe ad hoc sur la sécurité sanitaire mondiale mise en place par son prédécesseur.

Le SRAS de 2015 était la première fois qu'un coronavirus mortel avec un potentiel pandémique émergeait. La collaboratrice à long terme de Shi, Linfa Wang, qui dirige le programme sur les maladies infectieuses émergentes à la Duke-NUS Medical School de Singapour - et dont les travaux sur les coronavirus transmis par les chauves-souris ont été mentionnés dans la superproduction hollywoodienne *Contagion* de 2011 - a déclaré que les coronavirus étaient principalement connus pour causer des rhumes, et *«L'épidémie de SRAS a changé la donne»*. Cette découverte a permis de lancer une recherche mondiale de virus animaux susceptibles de pénétrer chez l'être humain. Dans une étude scientifique de mars 2019 intitulée «Coronavirus des chauves-souris en Chine», Shi et ses co-auteurs avertissaient spécifiquement qu'il était «très probable que les futures épidémies de coronavirus de type SRAS ou MERS proviendront de chauves-souris, et il y a une probabilité accrue que cela se produira en Chine». Ils n'étaient pas des «répandeurs» mais des «avertisseurs».

Fin

Les Pays-Bas participent à la guerre de l'Empire contre la Révolution Bolivarienne

Dans le cadre de la tentative de débarquement et d'invasion de mercenaires au Venezuela qui a avorté grâce aux forces militaires bolivariennes, un important déploiement militaire a été détecté dans les Antilles, en particulier à Aruba, Curaçao et Bonaire avec la participation de nord-américains et de néerlandais. La presse hollandaise parle même d'une soi-disant guerre avec le Venezuela.


LNHMS Karel Doorman

Informations sur la présence hollandaise dans le dispositif du coup d'Etat :
La politique étrangère du Cabinet Rutte–III (troisième cabinet de Mark Rutte, premier ministre des Pays-Bas) est dictée par Washington, ce qui nous entraîne dans des guerres contre des Etats souverains. Cela nous implique à présent dans une guerre avec le Venezuela voisin, à 80 km au sud de Curaçao.

Depuis des décennies, les États-Unis demandent que le territoire hollandais dans les Caraïbes soit utilisé comme base pour leurs opérations militaires en Amérique Latine mais les Gouvernements hollandais successifs ont réussi à l'éviter, parfois sous une forte pression. Chávez avait mis en garde en 2009 contre une attaque des États-Unis à partir du territoire hollandais. Et c'est ce qui arrive aujourd'hui. Notre Gouvernement et le Parlement ne semblent pas avoir de problème avec les Pays-Bas dans une guerre avec un pays voisin.

Cependant est-ce vraiment ce que veulent les Néerlandais ? Est-ce réellement leur intérêt, compte tenu de toutes les terribles conséquences pour les habitants des îles ABC ? (Les îles ABC sont les trois îles des Petites Antilles, au large de la côte vénézuélienne : Aruba à l'ouest, Bonaire à l'est, et Curaçao). Immédiatement après sa nomination en 2018, le ministre des Affaires étrangères, Stef Blok, a négocié avec le nouveau Gouvernement de droite de Curaçao des mesures coercitives unilatérales contre le Venezuela et les préparatifs d'une éventuelle invasion militaire de ce pays.

Les actions de Stef Blok, réelles en ou en préparation :

• Il est demandé aux Antilles de soutenir l'embargo commercial unilatéral et les autres mesures coercitives illégales des États-Unis et de l'Union Européenne contre le Venezuela. Suite à cela, les habitants des îles ABC ont connu une série de problèmes économiques.

• Curaçao est une base pour les approvisinnements « humanitaires » de l'USAID destinés au Gouvernement fantoche de Guaido au Venezuela.

• À partir de mai, tous les Vénézuéliens qui souhaitent se rendre dans les îles des Caraïbes doivent demander un visa. Un maximum de 8000 visas seront délivrés par an. Il s'agit d'une grave ingérence post coloniale. Historiquement, ces îles ont toujours été très liées au Venezuela. Depuis le début du 21e même siècle, le Venezuela est le grand frère qui les a toujours soutenues. Les liens commerciaux, sociaux et familiaux sont très nombreux.

• Depuis décembre 2019, le ministre des Affaires étrangères néerlandais, Stef Blok, et le Gouvernement de Curaçao ont signé un accord sur l'état des forces (SoFA) avec les États-Unis par lequel Curaçao s'engage à permettre que les troupes et les équipements militaires des États-Unis sur l'île échappent à tout contrôle légal. Les crimes commis relèveront du système judiciaire militaire des États-Unis ou resterons impunis.

• Les installations d'entraînement militaire à Curaçao ont été considérablement agrandies en 2019/2020 et une haute tour d'observation a été construite.

• Un nouvel embarcadère a été construit sur la côte sud de Bonaire. La menace de guerre du Gouvernement Trump contre le Venezuela augmente à une vitesse alarmante.

Depuis 2014 : le sabotage économique et financier au travers de mesures coercitives unilatérales (ce qu'on appelle les sanctions) a privé le pays d'une grande partie de sa force et de son bien-être. Ces sanctions sont identiques à celles prises contre l'Irak, la Libye et la Syrie avant que les armées étasuniennes ou leurs milices déléguées ne les envahissent.

Le 23 février 2018 : un mémorandum de dirigeants militaire de l'OTAN décrit les éventuels actes de guerre à mener avec ceux qui pensent pouvoir renverser la République Bolivarienne du Venezuela. C'est la feuille de route des opérations visant au changement de régime que nous avons vues se déployer ces derniers temps. Elles ont causé de terribles dommages, des souffrances, une énorme pression et on peut craindre des actes de guerre plus graves, voire mortels.

Le 28 mars 2020, les États-Unis accusent le président Maduro et 15 membres de son Gouvernement de délits liés au trafic de drogues. Leurs têtes sont mise à prix, en 10 et 15 millions de dollars.

Le 29 mars : tous les médias vénézuéliens appartenant à l'élite de l'opposition publient une proposition nord-américaine scandaleuse pour un Gouvernement intérimaire au Venezuela et de nouvelles élections présidentielles. Maintenant, on sait bien comment les marionnettes des États-Unis dans des gouvernements provisoires forcés peuvent corrompre les élections.

Le 30 mars, dans la soirée, un bateau de passagers colombien portant le nom de « Resolute » battant pavillon portugais a envahi les eaux du Venezuela, éperonnant délibérément un bateau des garde-côtes vénézuéliens et fuyant vers un port de Curaçao, soi-disant pour y faire escale. Ils ont ignoré les signaux de détresse du bateau embouti qui a coulé et ils ont fui, ce qui constitue assurément un crime.

Du 31 mars à ce jour : le bateau de passagers Resolute est encore dans le port de Curaçao. Les autorités de Curaçao n'ont pas répondu à la demande d'enquête et d'éclaircissement des faits du Gouvernement vénézuélien. Le Gouvernement néerlandais a soutenu officiellement cette demande mais il semble absurde de supposer qu'elle n'a pas été débattue. Le Gouvernement néerlandais est totalement responsable de la politique militaire et étrangère.

Le 1er avril : Les États-Unis décident d'augmenter le nombre de navires de guerre en mer des Caraïbes, officiellement pour lutter contre le trafic de drogues. Naturellement, ils utiliseront les installations navales de Curaçao. Toute les mesures prises par Curaçao contre la propagation du coronavirus par les troupes étasuniennes, qui entreraient en conflit avec l'accord SoFA, ne seront pas suivie d'effet. Ce qui met en danger la vie de ns compatriotes résidant là-bas.

2 avril : Le sommet de l'OTAN aux États-Unis appelle instamment lors d'une réunion par vidéo avec les délégués de l'OTAN à une action de l'OTAN « contre le Coronavirus ».

2 avril : dans un tweet, Stef Blok répond au langage guerrier de Pompeo : « La crise politique et humanitaire au Venezuela ne peut être arrêtée que par la restauration de la démocratie. Des élections présidentielles libres et équitables sont essentielles. Le Royaume des Pays-Bas accueille avec bienveillance la proposition de Monsieur Pompeo d'établir à cette fin un Gouvernement d'unité nationale de transition.

5 avril : le président Maduro, dans une lettre ouverte, appelle le peuple des États-Unis à rejeter une guerre de son pays contre le Venezuela.

9 avril : Le ministre de la Défense Bijleveld-Schouten informe par écrit le Parlement que le plus gros navire de guerre hollandais, le LNHMS Karel Doorman, naviguera vers la mer des Caraïbes sud, « pour aider dans la lutte contre le coronavirus. » Ceci est coordonné avec la France et l'Angleterre qui envoient aussi leurs navires d'assaut amphibies. La lettre de Bijleveld-Schouten au Parlement n'a pas encore reçu de réaction critique de la part des représentants du peuple…

13 avril : Le navire d'assaut et de soutien amphibie LNHMS Karel Doorman a quitté le port de Den Helder pour le mer des Caraïbes du Sud afin de soutenir la lutte contre le coronavirus pendant trois mois à partir du 24 avril ou si souhaité, pour plus de temps… .

Coronavirus
Outre la « Guerre contre la drogue » et la « Guerre contre la terreur », la soi-disant « Guerre contre le Coronavirus » a-t-elle commencé ? Et le gouvernement néerlandais est-il à présent l'un des premiers frères d'armes dans cette agression militaire ? Quelle sera l'ampleur de la misère d'une guerre pour les habitants de cette région ?

Resumé latinoamericano
Traduction : Venesol 5 mai 2020

Venezuela : Un F-22 US intercepté


Le radar chinois JY-27 à la disposition du Venezuela qui a intercepté le F-22 américain. ©www.defensasur.com.ar

1ère démonstration de la DCA vénézuélienne

À peine une semaine après le terrible fiasco que fut l'échec de la tentative d'infiltration d'un commando US/Colombie au Venezuela, les forces vénézuéliennes de défense aérienne ont intercepté le F-22 américain par le radar chinois JY-27 qui est en service au Venezuela.

L'armée vénézuélienne a lancé un avertissement à l'US Air Force pour qu'elle soit prête à une frappe sans préavis sur n'importe quel avion américain, y compris le F-22 avancé, si ce dernier tentait de violer la frontière du pays ou de commettre des actions provocatrices ou agressives près de l'espace aérien du Venezuela.

Selon des données préliminaires, l'un des F-22 américains a fait son apparition près des frontières de la République bolivarienne, après quoi il a reçu l'avertissement de la Défense aérienne des forces de l'Air du Venezuela, avertissement qui a forcé l'appareil à fuir.

Des troupes russes ont aidé le Venezuela à déjouer une incursion contre le gouvernement de Nicolas Maduro. « Le Venezuela a officiellement annoncé l'interception d'un F-22 US Air Force par le radar chinois JY-27, dont l'arrivée compense effectivement l'absence d'un système vénézuélien d'alerte. Avec l'apparition publique du nouveau radar, les États-Unis pourraient ne plus prendre de mesures contre le Venezuela dans un avenir proche. Le radar JY-27 a déjà fait ses preuves en Syrie pour contrer les raids aériens israéliens. La Syrie vient d'ailleurs de dénoncer violemment la tentative d'infiltration navale US contre le Venezuela".

Onze "terroristes" ont été arrêtées dimanche dans l'enquête sur l'invasion déjouée au Venezuela, ont annoncé les autorités et la télévision publique du pays. «Trois autres mercenaires terroristes (...) ont été capturés dans la Colonia Tovar», petite communauté de descendants d'Allemands près de Caracas, a tweeté l'amiral Remigio Ceballos. Quelques heures plus tard, la télévision publique a fait état de l'arrestation de huit autres terroristes dans l'Etat côtier de Vargas (nord).

PressTV 12 Mai 2020



La ville des lépreux

Par Reinaldo Spitaletta

Un regard sur la ville de la pandémie et ses différences sociales



Maison dans l'élégant quartier du Prado à Medellín. Photo Reinaldo Spitaletta

Quel est le regard des dépossédés sur la ville, le centre commercial, les lieux d'approvisionnement ? Et comment le riche observe-t-il les vitrines, les étalages de luxe, les lieux exclusifs ? Cette dimension de l'urbain, l'organisation, la planification, qui conduit à la formation d'une ville, a été affectée par la pandémie. Et si avant celle-ci la ville était déjà privatisée dans la pratique, maintenant, avec le confinement, quand l'usage du public a été transféré aux réserves intimes du domestique, le droit du citoyen au transit, à la contemplation, s'est dilué.

Quel est le regard du mendiant, de l'habitant de la rue, sur les trottoirs, les pâtés de maisons, les centres commerciaux ? La ville, en tant que lieu, que possibilité de rencontres et de transactions, de reconnaissance de l'autre, est une abstraction. Qu'est-ce qui dans la ville est à moi ? Qu'est-ce qui m'appartient du parc, de ses fontaines, de son vent dans les arbres ? Peut-être rien. Car, supposément, l'expression du public, de ce qui appartient à chacun, et où nous sommes tous des sujets de droit, s'est détériorée. La propriété privée a réduit toujours plus le droit à la ville.



Quartier Barrio Triste, Medellín, par Juan Arredondo

Le vieux quartier, avec ses voisins bavards, ses commerçantes et ses commérages à la carte, avec ses garçons qui tapent le ballon dans la rue, est une image archéologique. La citadelle, l'unité fermée, celle qui s'est opposée au fléau de l'insécurité et a séparé le reste, est une sorte de privatisation d'une partie essentielle de la ville, comme les zones résidentielles. Ceux-ci sont devenus un non-lieu. Une étrangeté. Le ghetto a donc été modifié. A l'extérieur du complexe, de la réserve, du lotissement, il y a les lépreux.

Dans cette cellule avec maillage et portails d'entrée, avec caméras et autres moyens de surveillance, le monde est aseptisé. Il n'y a pas de noms. Il n'y a pas de voisin. Juste des numéros d'appartement, d'étage, d'ascenseur. Et de parkings. Cette conjonction d'anomie et d'aliénation de l'humain, la pandémie l'a accentuée. La quarantaine est aussi discriminatoire. Ce n'est pas la même chose, comme on l'a dit, d'être dans le confort d'une grande maison que dans les restrictions d'un bidonville. Il se trouve que les différences, les inégalités, tout ce qui a été établi avant la propagation du virus, était déjà dehors, dans la ville, dans les champs.

Jamais auparavant, pas même en période de marchés et de foires, je n'avais vu passer autant de charrettes dans ma rue, bien aménagées, avec un ordre qui attire l'attention non seulement par ses couleurs, mais aussi par la délicatesse avec laquelle sont distribués bananes, mangues, mandarines, papayes, oignons, tomates... C'est l'esthétique de l'informel dans une ville pleine d'êtres marginalisés, d'hommes et de femmes et d'enfants privés de tant de choses. Une ville avec une abondance de gens misérables qui sont devenus, malgré les enfermements, très visibles en ces journées de va-et-vient et de confusion.

La ville de la pandémie, avec ses rues désertes, et certaines autres très encombrées de personnes qui doivent se tourner vers elles parce qu'il n'y a pas d'autres moyens de survivre, est, à une échelle, similaire à celle des jours « normaux », lorsqu'elles se heurtent aux mouvements de fonds quotidiens des banquiers. La pandémie a rendu visibles les pauvres, les nécessiteux, mais aussi les marathoniens de l'opportunisme prêts à sacrifier les autres pourvu que leurs coffres ne se vident pas.

Et que dire de ceux qui sont jetés à la rue (oui, bien sûr, ce peut être la rue comme métaphore, ou la rue dépouillée de toute poésie) parce que leurs employeurs se sont dispensés, sous divers prétextes et excuses, de leurs services ? Quelle est la ville qui se révèle dans la pandémie ? Celle des plus pauvres et des sans-abris ? Celle des grands bourgeois et ceux qui conçoivent les destinées des affamés ?

Ni le coronavirus et son mouvement universel, ni les mesures officielles pour le contenir ne peuvent cacher les cauchemars et les misères de ceux pour qui la ville est une niche-ossuaire, une présence limitée, une réduction de leurs droits. Bien sûr. Nous ne sommes pas dans un pays de cocagne, dans un pays idéal, mais dans un pays des nombreuses disproportions et inégalités. Il ne s'agit pas, contrairement à ce que voyait le « poète de la ville », d'un « pays où tout est riche, propre et luisant, comme une belle conscience » (Baudelaire, L'Invitation au voyage), mais d'un pays dans lequel les sans-âme jouissent des malheurs de ceux qui ne sont touchés par aucune grâce.

Peut-être la ville n'est-elle que le produit d'un projet de marchandisation, d'un scénario conçu pour le profit, pour l'obtention de résultats. Si seulement la pandémie pouvait changer les relations inéquitables de la ville et contribuer à sa transformation, ce que certains anciens optimistes avaient entrevu : « qu'elle éradique la pauvreté et les inégalités sociales et qu'elle guérisse les blessures d'une dégradation désastreuse de l'environnement ». Qu'il en soit ainsi.

El espectador 5 mai 2020
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 7 mai 2020

Sur les gardiens de prison



Mumia : Je crois aux mouvements. Les mouvements transforment la conscience, mais ils transforment plus que cela. Ils transforment l'histoire. Et ils transforment notre vision de l'avenir.

Par Mumia Abu-Jamal

Ce commentaire légèrement édité du 24 avril du prisonnier politique Mumia Abu-Jamal est disponible sur prisonradio.org/media/audio/mumia.

Je me souviens de [State Correctional Institute] Huntington et même de [SCI] Green. Vous savez, quand j'étais seul avec un [garde] parlant d'homme à homme, le gars a dit: "Écoutez, je suis un péon. Vous savez, quelque chose se passe ici, mec, ils me jettent aux chiens. " Et je me dis, putain! Il vient de dire ça? Ouais!

Ces gars-là, ils le savent. Mais il leur est interdit de vraiment dire cela, sauf quand personne ne peut entendre. Ils croient en la propagande parce que c'est rentable de le faire. C'est dans leur avantage économique. Droite? Mais, comme il y a quelques jours, j'écoutais sur C-SPAN. Et un gars a appelé et c'était un retraité qui a travaillé pour le ministère des Services correctionnels pendant 30 ans. Et donc, vous savez, maintenant il reçoit un chèque de retraite. Et il a continué à parler de «nous». Vous savez: «nous» agents correctionnels. "Nous avons besoin. «Nous» nous battons si fort, bla, bla. Et je me disais, Mec! C'était un Noir; il était dans la soixantaine. Et il n'en fait plus partie. Mais dans son esprit, il en fait toujours partie.

Mumia au milieu de deux gardiens de prison

Je dis donc que c'était le génie diabolique du [président] William Jefferson Clinton. Quand ils ont donné des milliards de dollars aux États pour construire des prisons, ils ont créé une classe de personnes qui en ont profité économiquement d'une manière qu'ils n'auraient pas pu faire autrement - de toute façon dans le monde, en règle générale. Et donc ils sont investis - non? - dans ce système de répression. Tu es un mec; vous avez la cinquantaine ou la soixantaine, vous songez à faire venir votre fils, à faire venir votre petit-fils et à faire venir votre femme pour travailler comme infirmière ou prestataire de services alimentaires. Quelque chose comme ca. Ou comme gardien.

Comme ici, dans le comté de Schuylkill, ce sont des secteurs déprimés de l'économie [de la Pennsylvanie]. Mais si vous pouvez trouver un travail pour obtenir ce genre de butin, vous êtes au sommet de la colline. Il se peut que vous ne soyez pas ainsi à Pittsburgh et à Philadelphie. Mais si vous pensez à ces anciennes communautés minières comme Green ou celle-ci, Schuylkill, vous mangez haut sur le porc. Il alimente le système, cette machine.

En raison des mouvements économiques et sociaux maintenant, vous avez plus de Noirs et de bruns impliqués dans ces industries répressives. Mais, vous savez, si vous le regardez comme depuis l'espace ou depuis une haute altitude, les choses ne s'améliorent pas. Ils empirent manifestement.

Oui, c'est pourquoi je crois aux mouvements parce que j'ai vu des mouvements faire des choses dans la société. Et, vous savez, je dis toujours que les mouvements transforment la conscience, mais ils transforment plus que cela. Ils transforment l'histoire. Et ils transforment notre vision de l'avenir.

Je regarde le monde. Et j'ai franchement des peurs et des espoirs. Parce que cela peut aller dans les deux sens. Cela va dans le sens où les gens poussent. Quand les gens créent des mouvements, ils créent du changement. Mais s'ils s'asseyent et attendent que les autres fassent quelque chose qu'ils savent qu'ils auraient dû faire, vous suivez la voie de la répression. C'est vraiment dialectique et clair.

Nous obtenons ce pour quoi vous vous battez. Ce pour quoi vous ne vous battez pas, vous ne l'obtenez pas. C'est si réel. Donc, je crois aux mouvements. Je crois à la décarcération.

Workers World 5 M ai 2020

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du ministère public, le tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse ; admet le divorce de la dame Marie Vida JEAN LOUIS d'avec son époux le sieur Jean Gérald ROSSIGNOL ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques et incompatibilité , aux torts exclusifs de l'époux,ce, conformément aux termes des articles 217 et suivant du code civil ; ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens en raison de la qualité des parties ; Commet l'huissier André LOUIS-SAINT de ce tribunal pour la signification de ce présent jugement. Ainsi jugé et prononcé par nous, Sully L. GESMA juge en audience civile, ordinaire et publique du lundi seize mars deux mille vingt (2020), An 217ème de l'indépendance, en présence de Mes Micheline Belton VERDINER et Jean Claude JEAN ANTOINE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Lucnas Étienne Greffier du siège.

Il est ordonné....etc...... En foi de quoi....etc.

Me Lucnas Étienne, Avocat, greffier.

Suite de la page (6)

ameriken, kanadyen ki ayisyen, yo fèt nan peyi a, yo achte nan peyi a epi pèdi byen yo jous yo deside yo p ap janm vin envesti yon goud an Ayiti ankò.

Envestiman se baz modèl ekonomik sosyete n ap viv la. Li kreye travay, li kreye richès, li fè lajan mache nan ekonomi an, elatriye. Se pa tout envestisman ki bay menm randman. Plis envestisman an pi konsekan epi akse sou pwodiksyon ak transfòmasyon, plis li ka pote valè ajoute nan ekonomi an.

Yon bon envestisè vle gen garanti sou envestisman l. Yon bon envestisè ap swete achte tè ak ak kay pandan l ap grandi biznis li depi l gen mwayen fè sa. Chak fwa vye zak vòlè tè sa yo pwodui, se yon envestisè an plis, oswa yon senp sitwayen ki ka deside pa riske kòb li nan peyi a.

Fanmi yo tou gen difikilte kreye richès, repwodui tèt yo epi kite eritaj pou fanmi yo lè y ap pèdi byen yo. Anpil jenn moun ki antreprenè, ki envesti nan lide biznis ki amelyore jan n ap viv nan mond lan, kreye travay ak richès se moun ki te jwenn pwoteksyon ekonomik nan sa paran yo te kite pou yo ki pèmèt yo gen libète pran kèk risk.

Gen moun ki fè anpil sakrifis pou kite yon ti byen pou pitit yo pa oblije rekòmanse a zewo menm jan ak yo. Lè zak sa yo komèt san lajistis pa aji, lè gen tout enpinite sa yo, peyi a pouse sitwayen sa yo chache yon lòt kote depanse lajan sa, envesti nan kay nan peyi etranje, kite peyi a, al ofri konpetans yo lòt kote. Se pa san rezon Ayiti se youn nan peyi ki voye plis travayè kalifye al viv nan peyi lòtbò dlo.

Yon peyi se moun, se tè a, se resous yo. Se tou dwa moun genyen pou travay, posede byen, fè yo grandi epi pwoteje swè fwon yo. Lè yon moun anpare l oubyen detui byen prive yon lòt moun pou satisfaksyon pèsonèl li, lajistis peyi a dwe aji paske sinon, lese grennen sa ap gen konsekans ke nou yonn pa swete pou peyi a.

Gen pwoblèm ke pwopriyete prive soulve tou ki ka mande remete l an kesyon, men garanti yon moun pa gen dwa deside yon fason abitrè itilize vyolans fè moun pèdi byen prive li pou l akapare l limenm, se yon minimòm nou tout ka egzije.

Emmanuela Douyon
Ayibopost

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; Pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame MIREILLE DENISE LAPOINTE d'avec son époux le sieur DANIEL JEAN pour injures graves et publiques et aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Princede transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous ANNIE FIGNOLE juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt sept février deux mille vingt, en présence de Me Jean ROLEX MEROVE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège. Il est ordonné........etc...... En foi de quoi....etc

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

BOY SCOUT COMPENSATION FUND - Anyone that was inappropriately touched by a Scout leader deserves justice and financial compensation! Victims may be eligible for a significant cash settlement. Time to file is limited. Call Now! 844-587-2494

ATTORNEY

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. No Risk. No Money Out Of Pocket. For Information Call 877-225-4813

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Now offering a $10,000 scholarship for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

SAVE ON YOUR NEXT PRESCRIPTION! World Health Link. Price Match Guarantee! Prescriptions Required. CIPA Certified. Over 1500 medications available. CALL Today For A Free Price Quote. 1-866-569-7986 Call Now!

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $16 P/H LI Up to $13.50 P/H UPSTATE NY CDPAP Caregiver Hourly Pay Rate! Under NYS CDPAP Medicaid program you can hire your family or friends for your care. Phone: 347-713-3553

MISCELLANEOUS

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-888-609-9405

REAL ESTATE

New homes priced from the low $100's available immediately in active adult 55+ landlease community in Smyrna Delaware. Close to DE Beaches and Dover Downs. Low taxes. 302-659-5800 or www.BonAyreHomes.com

TV INTERNET PHONE

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918.

In Memoriam

Nos adieux à : Wilfrid «Tido» Lavaud (Port-au-Prince? - Idem 2020)

Par Ed Rainer Sainvill

« Un musicien tout en flair »

Seulement vingt-deux jours après la mort de sa compagne Annette Auguste dite ''Sò Anne'', le musicien Tido Lavaux communément appelé, vient de décéder vendredi dernier 8 Mai à l'Hôpital de L'OFATMA de Port-au-Prince ; suite à des complications de diabètes et d'hypertension. Nous gratifions notre révérence à sa famille et ses frères musiciens affectés par cette perte.

Tido pour sa part s'est révélé l'un des premiers adeptes du mouvement fusion qui a fait boule de neige au pays à la fin des années soixante-dix. Bref, après des études secondaires au lycée Jean Jacques Dessalines, il a décidé de prendre part au groupe d'études du master Denis Emile. Lequel est en pleine élaboration du genre qui allait déboucher sur la montée de la musique ***rasin***. Et dont Wilfrid Lavaud va être l'un des premiers adhérents, en se consacrant à la guitare, laquelle il va être désigné comme l'un des experts du processus ; tout en cultivant aussi les percussions. La suite, c'est la formation du groupe « Sa » qui a constitué un ballon d'essai pour la continuité de cette insurrection musicale ; dans laquelle Tido a su entre-temps bien se faire des idées, pour en devenir l'un des fers de lance.

A la phase subséquente, c'est la création du groupe « Foula » qui va constituer une étape supplémentaire pour Wilfrid, qui cette fois-ci s'est associé à Chico Boyer, Jean Raymond Giglio et autres pour faire l'offrande d'un brin de vodou-fusion en plus spectaculaire. Ce qui eut pour effet de mettre la musique ***rasin*** en dehors des sentiers battus. Et comme le premier groupe de ce courant à se faire ovationner en dehors des frontières locales. Une position qui a bien conforté Tido dans sa démarche de régénérateur des rythmes et rites traditionnels haïtiens. Musicien polyvalent, il a su bien contourner les barricades percussives, en pourvoyeur de l'environnement sonore, grâce à un jeu fait de ponctuations précises ; prouvant qu'il maitrise aussi bien le sujet auscultant.

Mais, Wilfrid Lavaud demeure surtout un homme de cordes tout en flair. Guitariste inspiré, son toucher s'imbibe des influences des sonorités globales, incluant : le ***jazz***, le ***blues,*** le ***bossa-nova***, le ***rock***, le ***reggae*** et autres. Des marques qui l'ont installé parmi les meilleurs guitaristes de sa génération, fort d'un style inventif et complet lui ayant permis de faire jaillir dans un même moule, un doigté estampé de multiples escapades contemporaines. La deuxième demie des années quatre-vingt a été très entreprenante pour la culture populaire ; de même que le combat pour le droit à la vie. Deux facteurs que le consortium colonial et ses affidés locaux ne voyaient pas d'un bon œil. De cette logique, s'emmène le coup d'état de 1991 contre le premier président démocratiquement élu d'Haïti.

Une agression qui eut pour conséquences de nier à une génération entière le droit à la justice, la dignité, la paix, le changement et la démocratie. Tout en déstabilisant la culture et par extension le mouvement ***rasin*** qui était en effervescence. Avec autant de persécutions pour les musiciens de ce standard, qui n'ont eu le choix qu'entre le maquis, l'exil ou la capitulation. De ce fait, Tido s'est retrouvé à N.Y en compagnie de son pote Chico Boyer. Où ils se sont regroupés avec Nikol Levy, pour un remake du groupe « Foula » qui s'est installé au *state* ; galvanisant la diaspora pour *''le retour à la démocratie''*. Finalement, lorsque du lest nous est lâché pour mieux nous bouffer, Wilfrid a pu enfin regagner son pays, pour résumer sa marche d'artiste musicien. Ainsi que sa réintégration au sein de l'original « Foula », sous le leadership de J. Raymond Giglio.

Continuant à mettre en évidence son sens pluridimensionnel, en s'aboutant cette fois ci au xylophone. Tout en se mettant disponible pour donner la réplique aux différentes sollicitations dont il est l'objet ; incluant sa compagne ''Sò Anne'' Auguste dont il devient le chaperon permanent. Tout en s'impliquant dans des initiatives culturelles natives. Mais, les laboratoires des ambassades prédatrices sont revenus à la charge, pour nous rappeler le leurre de la démocratie bourgeoise ; en kidnappant le président Aristide. A ce stade, Tido



Wilfrid «Tido» Lavaud

s'est retrouvé avec l'arrestation de ''Sò Anne'' par le régime néo duvaliériste ''Grenn nan bouda''. Entre les tractations, c'est Préval le cynique qui revient au galop à la présidence. Prenant tout son temps de voir ses ''amis'', le bon père Jean Juste et ''Sò Anne '', déshumanisés en prison ; avant qu'ils viennent les élargir.

Pensant trouver un allié en ''Tiréné'', Tido décide alors de briguer la mairie de Delmas, sous la bénédiction de celui-ci qui l'a bien encouragé. Pendant qu'en coulisses, le président disait à ses proches : *« Tido panse m fou, pou m ta vin bay yon lavalasyen pouvwa »*. Depuis, Wilfrid s'est fait un peu discret, entre les opportunités qui s'offrent peu dans un environnement aussi délictueux et dans lequel il est si difficile de survivre. Prenant encore à cœur sa vocation d'éclaireur de la culture native. Pas étonnant qu'il ait été installé comme chargé culturel au Théâtre National, afin de répertorier les multiples rites et rythmes du terroir natal. Jusqu'à ce que la mort impitoyable vienne le ravir d'une brise de vie.

